

Premières théorisations de l'économie politique moderne

(Mode de production marchand capitaliste)

Plan du Cours

Position du problème : *En prologue au Capital de Marx*

I — Les conceptions économiques des XVIe et XVIIe siècles, regroupées sous la dénomination : “mercantilisme” (*)

II — “Mercantilisme”, Physiocratie, Economistes libéraux (*)

III – Apports des Physiocrates à la théorie économique ()**

IV — Quelques mots sur Adam Smith (*)

V — L'économie politique (France - XIXe siècle) et sa critique :

Libéralisme apologétique vs critique du mode de production capitaliste ()**

VI — Le libéralisme. Jean-Baptiste Say et ses émules ()**

VII — La critique des fondements de l'économie capitaliste. Sismondi (*)

Position du problème : *En prologue au Capital de Marx*

Contrairement à ce que l'on imagine parfois, les analyses du mode de production capitaliste, telles que les théorise Marx dans *le Capital*, ne “tombent pas du ciel”. Marx en effet a pris appui, de façon critique, sur les efforts théoriques antérieurs qui se sont forgés sur la base du développement de l'économie marchande et de sa généralisation en économie capitaliste.

Pour caractériser la genèse de la construction théorique de Marx, on se fie parfois à une formulation de Lénine, inspirée de Kautsky, sur les “trois sources et les trois parties constitutives du marxisme”, qui seraient respectivement l'économie politique anglaise, le socialisme français et la philosophie allemande. Par rapport au processus de la connaissance que Marx accomplit lui-même, et à l'éventail de ses “sources”, cette formulation mérite examen.

Marx ne semble pas en effet respecter de façon stricte un tel découpage “géopolitique”. Dans ses travaux préparatoires au *Capital*, il s'intéresse certes, pour ce qui touche à l'économie, aux conceptions “anglaises”, mais aussi aux théorisations “françaises”, et à toutes celles qui peuvent avoir été élaborées, là où la production capitaliste s'est développée et a donné lieu à des analyses générales. L'Angleterre est le pays capitaliste le plus avancé, du point de vue de l'industrie surtout, mais en France, sous des formes distinctes, l'industrie manufacturière et le marché se sont aussi développés, il y existe en outre des formes agraires du capitalisme. Quant à la critique de l'économie politique que Marx systématise, elle se trouve déjà pleinement intégrée au sein du socialisme français (non utopique), tel que celui-ci s'élabore après la révolution de 1830. Dans sa partie économique, ce socialisme prend d'ailleurs appui sur la première grande critique théorique du mode de production capitaliste, celle de Sismondi, amorcée dès 1816. Ce que Marx ne méconnaît nullement.

Si l'on s'intéresse maintenant à la “source” allemande en matière de philosophie, celle-ci ne peut être considérée comme se formant en isolat. De plus la philosophie dite “allemande” ne se présente pas comme un bloc unifié, Hegel est loin d'en être une figure représentative pas plus que Kant d'ailleurs. En outre, à partir de la fin du XVIIIe siècle, une tendance régressive se renforce au sein de cette philosophie “allemande”, en rupture avec la philosophie classique universaliste. Il faut aussi considérer que les grands théoriciens, philosophes ou économistes, au XVIe comme au XVIIe ou XVIIIe siècle n'élaborent pas leurs conceptions en fonction des découpages disciplinaires qui prévalent aujourd'hui. Qu'ils soient anglais ou français, nombre de théoriciens du socialisme au XIXe siècle, plus tard Marx lui-même, disposent alors d'une formation généraliste et philosophique, à vocation universelle. Si Marx emprunte certaines formes d'exposition à Hegel, il peut aussi s'inspirer parmi d'autres d'Aristote, ou d'autres sources philosophiques dans leurs caractères universels, Hegel en étant lui-même héritier.

Sans ignorer l'importance de l'apport de la source “anglaise” la mieux connue (Adam Smith notamment), on ne portera pas l'accent, si ce n'est à la marge, dans les exposés qui suivent. Dans un premier temps, on s'intéressera surtout à des auteurs, souvent moins mis en valeur dans la mouvance marxiste, liés la formation historique française. Sans ignorer que les théorisations de l'économie politique moderne, comme sa critique, ont pu être développées au sein d'autres formations nationales, la circulation des idées d'ailleurs ne s'arrêtant pas aux frontières. Il n'est pas ainsi exclu que, par la suite, on puisse prendre en compte d'autres “sources” que françaises ou francophones.

I — Les conceptions économiques des XVI^e et XVII^e siècles qu'on regroupe sous la dénomination : “mercantilisme”

d'après Pierre DEYON, *Le mercantilisme* (*)
et des extraits de textes de Montchrestien

Les premières conceptions modernes de l'économie politique se constituent en France en relation avec l'extension des formes marchandes. Au plan politique, cette extension pose pour les gouvernants et les théoriciens la nécessité de canaliser les nouveaux phénomènes, encadrer leur mouvement. C'est ce qu'exposent du XVI^e au XVIII^e siècles les premiers grands théoriciens de l'économie politique que la postérité nous a fait connaître sous le nom de “mercantilistes”.

Ce sont les Physiocrates, puis Adam Smith qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, forgeront le vocable de “mercantilisme” pour critiquer leurs conceptions. Le mercantilisme a donc été caractérisé et baptisé par ses adversaires, en dénaturant pour partie le contenu de leurs conceptions de minorer leurs apports, plus spécialement pour ce qui touche à l'analyse du développement d'ensemble du système manufacturier et agricole, et au rôle directeur de la puissance étatique dans le développement de l'économie d'une nation.

Les critiques de ce courant de pensée ne mettent l'accent que sur des aspects partiels, afin de discréditer leur conception d'ensemble : on leur reproche d'identifier la richesse nationale et le volume de l'argent en circulation, ou de défendre de façon étroite l'autosuffisance économique de la nation l'encontre de toute importation de produits étrangers. Pour les courants libéraux, l'intervention de l'État comme assurant l'équilibre indispensable de la balance commerciale est estimée contraire à la bonne marche des échanges libres.

Du XVI^e au XVIII^e siècle, aucun des théoriciens que l'on range sous la catégorie de “mercantilisme” ne s'est déclaré mercantiliste, il n'existe pas de véritable “école” ni de définition commune de ses caractères fondamentaux. Ce terme ne peut ainsi servir à caractériser l'ensemble des pratiques d'intervention économique qui se sont développées dans l'Europe moderne depuis le milieu du XV^e siècle jusqu'au début de la révolution industrielle. On peut cependant chercher à caractériser ce courant, en portant l'accent sur les nouvelles formes de mise en œuvre de l'économie qu'il a suscitées sur les ruines des particularismes féodaux, sur le développement des forces productives modernes, et plus généralement sur le développement capitaliste.

Si l'on suit Pierre Deyon, la signification historique et théorique du “mercantilisme”, on pourrait dire que c'est une doctrine, et une pratique, de l'économie, conduite par des États nationaux du XV^e au XVIII^e siècles, ou, une étape historique du développement des économies nationales, à l'époque du capitalisme commercial et de la formation du marché intérieur. Ce que l'on va développer en deux parties distinctes et liées : — les conditions historiques qui conduisent au développement des pratiques dites “mercantilistes” ; — les éléments théoriques qui se construisent sur la base de ces pratiques.

Des antécédents médiévaux aux politiques interventionnistes (XVI^e-XVII^e siècles)

Les Communes bourgeoises du Moyen Age ont légué à l'État moderne une tradition d'intervention dans la vie économique et sociale. La réglementation des économies urbaines obéissait à des impératifs, que l'on retrouvera dans la politique économique des États européens. Déjà au Moyen Age, des magistrats municipaux et certains Princes, notamment en Italie, veillaient au ravitaillement des villes en produits alimentaires et en matières premières, base de toute son activité économique. Il y avait aussi la volonté de protéger le commerce et la richesse du pays, en évitant les sorties d'argent. Dans le cadre d'une politique intéressant cette fois l'ensemble d'un État, on va retrouver les mêmes préoccupations.

Dès 1381 le Parlement anglais oblige les marchands étrangers à réemployer en achats sur le marché anglais la moitié, puis la totalité de leurs ventes. En France, Louis XI exprime son inquiétude à propos des sorties d'or et d'argent, « d'où peut s'ensuivre la totale ruine et destruction du royaume ». L'interventionnisme étatique répond à la fois aux intérêts de quelques grands marchands et aux besoins financiers du roi. Dans les cahiers du Tiers Etat, et souvent dans les cahiers communs des trois Ordres,

on trouve le même souci d'une politique nationale soutenant le commerce, les manufactures, la marine, et contrôlant le mouvement des monnaies. Il y a une certaine convergence entre les visées du pouvoir et celles des classes liées à la production et au commerce, la conscience d'une certaine communauté d'intérêts.

Un texte de l'époque indique : « Par l'arrêt de l'importation des marchandises fabriquées à l'étranger, *et qui pourraient l'être chez nous*, par la restriction de l'exportation à *l'état brut* de nos laines, peaux et autres produits, par la venue [...] d'artisans fabriquant des marchandises susceptibles d'être exportées et par l'apposition sur elles, [...], du sceau de la ville, je pense que nos cités pourraient bientôt retrouver leur ancienne richesse. »

Le projet d'une politique économique au bénéfice de la nation va de pair avec le développement de la conscience qu'un bien commun économique se développe dans le cadre de la nation, et qu'il implique un renforcement du rôle de l'État. Les grandes monarchies du XVI^e siècle, avec plus ou moins de bonheur, s'engagent dans la voie de l'interventionnisme économique, qui concerne tant la balance commerciale et les mouvements internationaux des monnaies que le développement des manufactures. Il s'agit d'abord d'une suite d'interventions dans la pratique, sur la base desquelles se constitue, à travers bien des tâtonnements, une première science des richesses, qui exprime à sa façon la possibilité pour les hommes de maîtriser les conditions de développement de la richesse pour eux et pour le pays.

Les gouvernements attachent une attention particulière aux mouvements monétaires entre nations qui s'exposent dans la balance commerciale. Partout on veut mettre fin aux sorties de numéraire, en restreignant les importations de produits à forte valeur. Mais à l'époque il est difficile de surveiller le mouvement du commerce, au niveau des frontières, des ports, le gouvernement dispose de peu d'agents et de lents moyens de transmission. Par ailleurs les négociants invoquent la nécessité de certaines importations indispensables aux fabrications françaises ou qui sont nécessaires à certaines réexportations. Les vellétés gouvernementales de contrôle sont limitées et parfois trop arbitraires.

Il est en revanche plus facile de susciter de nouvelles productions et de leur accorder des privilèges contre les concurrents étrangers. En Angleterre, en France, la Couronne accorde ainsi des subventions aux manufacturiers qui lancent des fabrications. C'est sans doute en France que cette intervention directe du pouvoir monarchique se fait la plus systématique, annonçant la pratique des manufactures royales de l'époque d'Henri IV ou de Louis XIV. François 1^{er} crée à Fontainebleau une manufacture royale de tapisserie. Henri II confie à un Bolognais, la fabrication des glaces à la vénitienne, avec un monopole de dix ans. Catherine de Médicis continue à protéger la soierie d'Orléans et de Tours. À côté des subventions en argent, les souverains disposent de tout un arsenal de mesures prohibitionnistes et de taxations pour mettre les fabrications nationales à l'abri de la compétition étrangère. En France, les restrictions imposées à la libre importation concernent d'abord les produits de luxe, les draps d'or et d'argent, les satins et damas. Mais, aux États généraux de 1576, le Tiers demande l'exclusion de tous les manufacturés étrangers. En 1581, pour la première fois un tarif général d'entrée est imposé à toutes les frontières.

Un caractère plus général de l'intervention étatique dans l'économie du XVI^e siècle mérite de retenir l'attention, c'est son caractère unificateur : unification de la production par rapport aux besoins nationaux, unification du marché intérieur. Dans toute l'Europe occidentale, le pouvoir s'efforce, avec un succès inégal, de faciliter les relations à l'intérieur des États, de réduire les péages et taxes intérieures, d'organiser les postes. Cependant, des entraves internes à la libre circulation des hommes et des marchandises demeurent innombrables, aucun État n'étant assez puissant, ni assez affranchi des formes féodales, pour donner à l'intervention de l'Etat l'indispensable continuité.

Ces initiatives sont encore des mesures de circonstance, des entreprises temporaires, et les idées et "recettes" utilisées ne constituent pas encore une doctrine cohérente, mais leur convergence, leur inspiration dominante dégage progressivement les éléments d'un plan d'ensemble et annonce les grands projets économiques du siècle suivant.

Le mercantilisme au XVII^e siècle : l'exemple français

En fait, seules la France et l'Angleterre furent capables de mener au XVII^e siècle une politique économique cohérente et d'une relative efficacité.

L'âpreté des compétitions internationales dans lesquelles se trouvent engagés les deux pays excitèrent le nationalisme économique. Cela concernait en relation avec l'Espagne, le monopole du

commerce des épices orientales, le marché des manufacturés textiles, le bénéfice de la navigation. Plus tard, la concurrence des marchands des Provinces-Unies dans les ports et dans les régions atlantiques françaises, vont indigner Colbert, la guerre de 1672 ne fut à ses yeux que le couronnement de toute une persévérante contre-offensive industrielle et commerciale.

Toutes ces guerres et luttes présentent d'ailleurs à côté de leurs aspects militaires, des aspects tarifaires, et commerciaux. Et en retour, les efforts financiers imposés aux États par les guerres justifient toujours plus l'intervention des gouvernements dans les activités économiques.

Les progrès de la pratique interventionniste sont également facilités par la modernisation de l'appareil d'État. En France, la réforme tarifaire de 1664 permet d'avoir une vision plus nette de la balance commerciale, des bureaux se constituent peu à peu sous l'autorité du Contrôleur général, ils permettent de suivre mieux les fluctuations des échanges.

Des données conjoncturelles donnent une justification supplémentaire aux thèses interventionnistes: la baisse prolongée des prix, les crises périodiques (1), les difficultés des trésoreries publiques. Les financiers et les ministres sont contraints de s'intéresser à l'équilibre des échanges commerciaux, qui conditionne la prospérité et la circulation des monnaies, intermédiaire indispensable du prélèvement fiscal. Le fait qu'un certain nombre de bras ne trouvent plus à s'employer, la misère, entretiennent et multiplient les risques de séditions populaires. Hier comme aujourd'hui, la crise économique pour des raisons politiques et sociales conduit à la nécessité d'une intervention de l'État, l'effort de Colbert est en ce sens un plan de reconstruction, de relèvement national, tout autant qu'un service du Roi.

En France, après Bodin, les œuvres de Laffemas, Montchrestien, Richelieu lui-même, ont directement inspiré Colbert.

Barthélemy de Laffemas, ministre du commerce sous Henri IV, est le premier, au lendemain du désastre des guerres de Religion, qui se fait l'apologiste du travail créateur et l'adversaire de la léthargie économique qui menaçait la France. Les écrits de son fils, Isaac, puis ceux de Montchrestien, achèvent de faire entrer ses idées dans le domaine public.

Colbert pour sa part, a formulé dans sa correspondance les principes des conceptions qui consistent à attirer l'argent dans le royaume, et empêcher qu'il en sorte.

« Il faut augmenter l'argent dans le commerce public en l'attirant des pays d'où il vient, en le conservant au-dedans du royaume, empêchant qu'il n'en sorte et en donnant des moyens aux hommes d'en tirer profit [...]... il n'y a que le commerce seul et tout ce qui en dépend qui puisse produire ce grand effet. »

Pour cela, Colbert procède à un nouvel aménagement des tarifs douaniers, qui permet d'importer sans les taxer les marchandises qui servent aux manufactures françaises et taxer celles qui sont déjà travaillées à l'étranger :

« il faut décharger les entrées des marchandises, qui servent aux manufactures du dedans du royaume, charger celles qui demeurent manufacturées, décharger entièrement les marchandises du dehors, qui ayant payé l'entrée, sortent pour le dehors, et soulager les droits de sortie des marchandises manufacturées au-dedans du royaume ».

L'arme essentielle de cette compétition internationale, est pour Colbert le développement de la marine, la multiplication des compagnies de commerce et des manufactures. Arsenaux, fonderies de canons, manufactures de dentelle, de bonneterie, de bas de laine et de soie, draperie de luxe ou draperie légère, compagnies commerciales, bénéficient tour à tour de son exigeante protection. Mais, l'écart est grand entre les ambitions et les résultats, et bien des manufactures, bien des compagnies disparurent avant même la mort du ministre. De nombreux obstacles se sont opposés à ses entreprises : la réticence des marchands (2) à participer à des compagnies semi-publiques, leur goût excessif pour les placements dans les affaires de finance, la terre ou l'affermage de charges publiques, l'insuffisance du système de crédit en France, la déflation internationale des activités et des prix, l'indigence de la paysannerie et l'absence d'un vaste marché intérieur.

L'œuvre de Colbert a suscité de son vivant, puis après sa mort, de violentes oppositions. Il a été la cible de pamphlets, et, dès le lendemain de sa mort, publiquement critiqué. Boisguilbert et les économistes français du XVIII^e lui reprochent d'avoir négligé l'agriculture, source de toute richesse, de l'avoir sacrifiée au profit des manufactures. Selon eux, Colbert aurait soutenu une politique de pain à bon marché, pour abaisser les prix de revient. Ce qui est inexact. La baisse exceptionnelle des prix agricoles en France de 1662 à 1687 correspond à un mouvement international, sensible sur tous les

marchés d'Europe occidentale. On reproche aussi à Colbert, à juste titre ou non, de ne pas s'être dégagé comme en Angleterre des traditions réglementaires en matière de circulation et de négoce des grains et de n'avoir pas développé de politique agricole. Et encore de n'avoir pas pris en compte le caractère multilatéral des échanges ni fait confiance au libre développement du marché.

De la pratique interventionniste à la théorisation

Aucun ministre ne s'est proclamé mercantiliste, aucun économiste n'a eu le sentiment d'appartenir à une école, d'adhérer à une doctrine cohérente, définie par des maîtres et codifiée dans une bible.

C'est seulement avec les transformations économiques du XVI^e siècle, que naissent leurs réflexions fécondes. Les phénomènes monétaires et sociaux, qui affectent alors l'Europe, sont si étonnants, qu'ils inquiètent les contemporains, entretiennent leur activité spéculative. C'est d'abord l'élargissement prodigieux des limites du monde connu, puis l'ouverture de nouveaux marchés aux entreprises de l'économie européenne, la croissance sur le vieux continent de nouvelles métropoles financières.

Et bientôt pour certaines populations, une modification brutale de leurs conditions de vie. La crise économique, la baisse, des prix qui atteignent l'Europe dans le courant du XVII^e siècle n'interrompent pas ce mouvement intellectuel, mais lui donnent une forme plus ordonnée.

En France, ce sont surtout des magistrats, des ministres, des hommes politiques, qui ont participé, plus nombreux que les marchands et manufacturiers, aux premiers efforts de réflexion théorique. L'écrivain le plus prolifique est Colbert lui-même, dont les longs mémoires sont de véritables ouvrages de vulgarisation, à l'intention de ses collaborateurs, intendants et magistrats. En Angleterre la littérature économique présente le même aspect à la fois pratique et théorique, mais la participation des hommes d'affaires à cette réflexion collective est plus fréquente et plus régulière.

Les conceptions que l'on a qualifiées de "mercantilistes" expriment dans tous les pays une double volonté, recherche de puissance et de développement de la richesse. Il n'y a plus de place pour les princes sans le sou et les États pauvres. Il n'y a plus de place pour les États incapables de mobiliser des armées et des flottes nombreuses. « *Il est impossible de faire la guerre sans hommes, d'entretenir des hommes sans solde, de fournir à leur solde sans tributs, de lever des tributs sans commerce* » écrit Montchrestien.

Il s'instaure une solidarité de fait qui conduit la monarchie à s'intéresser aux entreprises des marchands et des manufacturiers. La communauté d'intérêt entre l'État et les principales classes liées au développement économique constitue un puissant facteur d'unification nationale, et donne à la chose publique, à la raison d'État une dimension supplémentaire. Dans une nation, le lien entre les individus et les classes n'est plus uniquement de nature politique ou religieuse, mais aussi de nature économique.

Cette recherche de puissance et d'unité fournit aussi, aux rivalités entre puissances, de nouveaux motifs. Aux guerres religieuses, aux guerres dynastiques se juxtaposent et se mêlent les conflits nés des concurrences commerciales : « *Les marchands étrangers [...] sont des pompes qui tirent [...] hors du royaume [...] la pure substance de vos peuples. Ce sont sangsues qui s'attachent à ce grand corps [de la France], tirent son meilleur sang et s'en gorgent* ».

On le voit, d'après cette citation de Montchrestien, l'élargissement des pratiques commerciales, le développement de ce que l'on pourrait nommer, toutes proportions gardées, une "mondialisation" du marché, conduisent à se préoccuper tout à la fois de la protection des productions nationales vis à vis de la concurrence étrangère, et de leur développement. Cette préoccupation va s'organiser autour d'un programme douanier et manufacturier, qui aboutit à une exaltation de l'esprit d'entreprise et du travail créateur.

Le programme douanier, les taxes qui frappent les importations de marchandises manufacturées, les barrières douanières, ne représentent cependant qu'une condition préalable au développement de l'économie productive. Les manufacturiers, les marchands, inspirés et soutenus par l'État, apparaissent comme des agents de la prospérité commune et de la puissance publique.

L'apologie du commerce et de ses bienfaits constitue alors un thème banal. On vise à combattre une tradition de méfiance et de répugnance à l'égard de l'activité commerciale et du profit. La monarchie française conserve cependant quelque prudence, car elle est tenue de ménager les ordres privilégiés et la noblesse. Colbert vante les mérites du commerce, mais se méfie en même temps de la

tendance des marchands à ne considérer que leur intérêt privé. Il n'entend favoriser leurs affaires qu'après les avoir soumises à des règlements et à des contrôles sévères. D'autres théoriciens exaltent le négociant lui-même comme un type d'homme nouveau : « *Les marchands sont plus qu'utiles en l'État et leur souci de profit qui s'exerce dans le travail et l'industrie fait et cause une bonne part du bien public. Pour cette raison on leur doit permettre l'amour et la quête du profit.* » De l'exaltation du travail productif, on passe ainsi insensiblement à la légitimation du profit.

La conception d'un cycle d'ensemble de l'économie d'une nation

On trouve dans la littérature mercantiliste des comparaisons empruntées à l'anatomie et à la physiologie du corps humain. Les espèces monétaires représentent le sang, dont la circulation donne la vie à tout l'organisme, et aux différentes classes ou ordres de la société, membres d'un Etat. Ces analogies préparent les progrès de la compréhension du processus de production et de distribution des richesses dans l'ensemble de la nation. On verra comment les Physiocrates développeront cette vision des choses.

La balance du commerce

La politique mercantiliste cherche à assurer un excédent des exportations sur les importations, comme seul moyen pour un pays dépourvu de minerais (argentifère et aurifère) d'attirer l'argent (métaux précieux), indispensables à la prospérité de la nation et à la puissance de l'État, dans les nouvelles conditions de l'économie mondiale (généralisation de la production marchande).

Un élément important des conceptions dites mercantilistes, le plus controversé, concerne ainsi ce que l'on a nommé la "balance du commerce", c'est-à-dire la conviction qu'une action concertée, dirigée par l'État, doit permettre l'équilibre positif de cette balance, assimilée à une source de prospérité et de puissance pour la nation, puisque l'or et l'argent sont considérés comme la mesure de toute richesse (3). Les exportations de produits manufacturés par les Compagnies de commerce conduisent à faire rentrer une abondance de monnaie (4). Bien comprise, cette permanente préoccupation fait la réalité et l'unité des conceptions interventionnistes.

On a reproché aux mercantilistes cette confusion entre l'abondance de monnaie et la richesse matérielle elle-même. Mais cette accusation repose sur des citations tronquées, tirées de leur contexte. En réalité, beaucoup considéraient qu'une nombreuse population industrielle, un sol fertile sous un climat favorable, des manufactures et une marine active, étaient les véritables sources de la richesse. La notion de "balance du commerce" permettait de réunir et de concilier l'obsession monétaire du pouvoir, la volonté de développement de la production, l'ambition matérielle des sujets. Toutes les considérations, toutes les propositions visaient ainsi à unifier les différentes classes autour du souverain, favoriser l'autosuffisance de l'économie nationale, la développer, par la création d'entreprises manufacturières et commerciales.

Les économistes libéraux se moqueront des naïvetés de la théorie mercantiliste du commerce, son ignorance de certains mécanismes régulateurs de l'économie marchande, librement développée. En réalité, ces économistes "mercantilistes" avaient compris que le commerce extérieur était à l'époque la source essentielle d'enrichissement et d'accumulation d'argent, susceptible de se transformer en capital (à investir dans la production). La difficulté des communications, l'inélasticité de l'offre et de la demande sur bien des marchés internationaux, la fréquence désordonnée des mutations monétaires, et les entraves de toutes sortes, apportées partout à la circulation des espèces, rendaient aléatoires les automatismes que les libéraux ont célébrés avec un bel optimisme.

Les défenseurs du mercantilisme et de la doctrine de Colbert, souvent protégés et encouragés par l'administration, prolongeront jusqu'au milieu du XVIII^e siècle l'enseignement de ce courant, mais l'adapteront aux conditions nouvelles.

Les critiques à l'égard de la conception interventionniste

Les critiques les plus vives furent adressées à Colbert dès le début de son administration et se poursuivirent tout au long du XVIII^e siècle, avec des motifs très divers. Beaucoup de marchands (et de fabricants marchands) se méfiaient des compagnies à monopole, dirigées de Paris par quelques favoris et conseillers du ministre. Ils se plaignaient des repréailles douanières de la Hollande et de l'Angleterre, peu à peu ils en sont venus à réclamer une modération des tarifs et une plus grande liberté d'entreprise.

Développant les critiques de Fénelon, et surtout de Boisguilbert, l'opposition aristocratique et/ou agraire, rendait la politique "mercantile" responsable de la baisse des revenus agricoles à la fin du siècle de Louis XIV, qui aurait ruiné le royaume. Cette opposition voyait dans le mercantilisme l'expression économique du règne de "vile bourgeoisie", qui avait sacrifié les intérêts des agrariens au profit de "l'égoïsme" des marchands. Les impôts excessifs et mal répartis, les aides et les douanes intérieures auraient diminué la demande, qui alimentait le développement des produits agricoles. Il fallait, selon eux, pour porter la production agricole à son niveau le plus élevé, libérer les marchés, permettre l'exportation des grains, ainsi la prospérité agricole pourrait s'étendre naturellement à toute la nation.

Fondée sur la production agricole, indiquait Boisguilbert, qui dépassait la stricte critique du mercantilisme, et annonçait les analyses de Quesnay, il existe une solidarité fondamentale entre toutes les activités économiques et toutes les professions, les revenus gagnés dans un secteur offrent des débouchés aux produits d'un autre secteur. La circulation des produits et des revenus est la condition essentielle de la prospérité.

Deux grandes catégories de revenus — ceux qui viennent des propriétés foncières (qu'elles soient seigneuriales ou non), et, — ceux qui viennent de l'industrie, circulent dans la société et mettent en rapport, les consommateurs et les producteurs : laboureurs, marchands et manufacturiers. La création de la richesse repose sur le libre mécanisme des prix qui conduisent à ce que, dans l'échange, les deux parties tirent profit, et les fins égoïstes des individus s'harmonisent et concourent à l'intérêt général. *Il faut donc laisser jouer ces lois naturelles :*

« *Il n'est pas question d'agir, mais il est nécessaire de cesser d'agir avec une grande violence que l'on fait à la nature [...] aussitôt cette même nature mise en liberté [...] rétablira le commerce et la proportion de prix entre toutes les denrées.* »

Les Physiocrates, Adam Smith, systématiseront ces critiques. Quesnay reprend la plupart des critiques de Boisguilbert. Il reproche à Colbert et à ses successeurs d'avoir délaissé l'agriculture, de n'avoir songé qu'aux manufactures et au commerce extérieur. Adam Smith, pour sa part, dans *la Richesse des nations*, condamne le « système mercantile » qui, par l'intervention du gouvernement dans la vie économique, détourne les capitaux des emplois les plus productifs vers lesquels ils se seraient spontanément dirigés (5).

L'école libérale en économie, qui veut que l'on donne toute liberté aux lois de l'économie marchande, prolonge la critique. Le système est considéré comme néfaste et absurde, hors de la science économique. On dénonce l'obsession de la "balance du commerce" et la réglementation qui freine la liberté des échanges.

Les défenseurs du principe interventionniste

Au milieu du XIXe siècle, des défenseurs du mercantilisme, se manifestent, notamment en Allemagne. En 1841, le *Système d'Economie politique* de Frédéric List réclame l'intervention de l'Etat pour constituer ou développer le marché intérieur, et assurer à chaque nation son droit à l'industrialisation et à la prospérité. En 1884, G. Schmoller dans son *Essai sur la signification historique du mercantilisme*, établit que ce système constitue un élément essentiel du processus d'unification nationale, une étape dans la constitution d'une économie cohérente. Parti du colbertisme pour trouver un écho en Allemagne, la défense des conceptions mercantilistes fera retour en France à la fin du XIXe siècle, avec Paul Cauwès, et la renaissance d'une théorie de "l'économie nationale", nouveau nom donné à ce qui constituait, de fait, l'économie politique, au sens étymologique du terme.

A cette époque, la dépression économique qui sévit de 1873 à 1896 entraîne, en France et en Angleterre, ce regain d'intérêt. Les échecs du libre-échange rehaussent le prestige des conceptions qu'Adam Smith, Jean-Baptiste Say et Ricardo avaient condamnées. Ce sera plus vrai encore après la Première Guerre mondiale. La disparition du système de l'étalon or et des mécanismes autorégulateurs qu'il permettait, la renaissance des prétentions à l'autosuffisance économique des nations, contribuent à multiplier les ouvrages consacrés à ce sujet. On exalte Colbert. Après 1929, en pleine dépression économique mondiale, E. F. Heckscher (Suédois) publie son grand ouvrage *le Mercantilisme* (1931-1932). Pour lui le mercantilisme est avant tout un « système de pouvoir » et une politique d'unification nationale. Le souci de l'État et de la nation, étant au cœur de l'effort mercantiliste.

A chaque nouvelle crise, on constate de la même façon, une réévaluation positive des théories mercantilistes ou du colbertisme.

Près de deux siècles après la sentence rendue par A. Smith, la question de la survivance de préoccupations interventionnistes demeure ainsi posée. Car l'expérience a prouvé, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la non pertinence des théories libérales de la division internationale du travail et de l'équilibre automatique des balances de paiement, face au déchaînement des rivalités commerciales. Ce qui a conduit, dès la fin du XIX^e siècle à la résurgence périodique de politiques protectionnistes.

Après la nouvelle grande crise de l'économie capitaliste au plan mondiale, où en est-on ?

(*) Question d'histoire, Flammarion,

NOTES

(1) Ces crises n'ont pas le même caractère que les crises de surproduction capitaliste. On les caractérise comme "crises d'Ancien Régime".

(2) Six grands corps des marchands de Paris ont plaidé pour la liberté du commerce et l'abaissement des tarifs institués en 1654. Le même attachement à la liberté du commerce suscitait la méfiance à l'égard de la réglementation minutieuse des fabrications.

(3) En outre, pour mettre en mouvement l'économie, assurer les échanges, un stock fluide et abondant d'espèces monétaires devait pouvoir circuler à travers le pays. Ce qui rend compte de l'importance accordée à la balance du commerce.

(4) Dans le commerce intérieur, le troc, les compensations par simple comparaison des livres de commerce, ne pouvaient se dispenser du recours à l'or et à l'argent, pour régler périodiquement les soldes. Il n'existait en effet en France aucune banque de dépôt, comparable aux banques hollandaises, capable d'effectuer par virement de compte à compte toutes les opérations du commerce, et jusqu'à la fin du XVII^e siècle, la circulation intérieure des lettres de change tarda à se généraliser. C'est encore en métaux précieux, « en bonnes espèces » qu'il fallait régler les impôts du roi, et ses receveurs refusaient, même des plus pauvres, les monnaies de cuivre ou de billon. L'entreprise militaire et la diplomatie ne pouvaient pas non plus se passer de l'or et de l'argent, nerfs de la guerre et source de toute puissance. Dans le négoce international, circulaient entre Londres, Venise, Séville, Lyon, Paris, Anvers, Amsterdam, des lettres de change, mais là non plus il n'était pas possible de se passer de stocks importants de métaux précieux.

(5) David Hume, est plus nuancé et tient mieux compte des conditions concrètes. Ses *Essais économiques* (1752) comportent à la fois une justification historique et une réfutation du mercantilisme. Ils montrent l'importance du commerce extérieur comme stimulant de l'économie et source du progrès manufacturier en Europe occidentale. Mais il expose aussi une conception de l'équilibre automatique des échanges. Il soutient que l'abondance d'or et d'argent est indifférente à un État, puisque cette abondance provoque automatiquement une hausse des prix, un progrès des importations et un recul des sorties. Inversement une nation qui perd une partie de ses métaux précieux voit baisser ses prix intérieurs, et augmente ses ventes à l'étranger. Ainsi est rétabli l'équilibre et arrêtée l'hémorragie monétaire.

II — Controverses : “Mercantilisme”, Physiocratie, Economistes libéraux

Avant de s'intéresser à l'apport théorique des Physiocrates, et aux contradictions fécondes de leurs conceptions (notamment au regard des questions valeur, plus-value, capital), il est utile, de situer ce courant, tel qu'il peut être présenté dans les Histoires de la pensée économique. Cela permettra d'établir des relations avec l'exposé précédent sur le “mercantilisme”, et ceux qui suivent : un examen théorique des conceptions physiocratiques, puis la conception de l'économie marchande “libérale” du XIXe siècle et sa première critique moderne.

Critique du “système mercantile” et affirmation des intérêts de la propriété et de la production agricole

Les premiers textes de Quesnay, chef de file des Physiocrates, sont publiés pendant la guerre de Sept ans (1757-1763), néfaste pour la France au plan économique. Quesnay et les Physiocrates s'interrogent : comment améliorer la position de la France, développer ses ressources économiques. Selon eux, la ressource essentielle de la France est son riche potentiel agricole. Il faut donc mettre en valeur les terres, diriger les capitaux vers l'agriculture afin de créer un grand volume de production.

Dans les conditions du temps, ce qui convient aux “républiques commerçantes” (centration sur la production et la commercialisation de biens manufacturiers) ne convient pas, selon eux, à la France, qui est davantage un “royaume agricole”. De sorte que la cible des Physiocrates est ce qu'ils nomment « le système des commerçants » (“mercantilisme”), et la politique de Colbert en faveur des manufactures et du commerce. Ce système aurait, toujours selon eux, plongé la France dans le déclin économique et entretenu la misère dans les campagnes. Il aurait permis un développement trop important de la classe des commerçants, qui ne verraient que leurs intérêts particuliers, et n'auraient pas en vue « le bien général de la nation ».

Il est aussi reproché aux “mercantilistes” d'avoir porté atteinte à la propriété agricole, en aiguillant les capitaux vers la finance au détriment de l'agriculture, et d'avoir privé les propriétaires d'une partie de leur rente.

Dans plusieurs Histoires de la pensée économique, on insiste sur le fait les Physiocrates posent que la création de richesse ne se fait que dans le secteur agricole, sans toujours préciser qu'il ne s'agit pas pour eux de supprimer la production manufacturière. Il est question de trouver la bonne proportion entre les différentes activités économiques, celle qui est jugée la plus favorable au corps social. Ainsi, il ne faut pas qu'un excès de dépenses se porte sur les biens manufacturés au détriment de la production agricole. Toujours, dans les Histoires de la Pensée économique, on insiste à cet égard sur l'importance théorique des *Tableaux économiques de Quesnay*, qui analysent l'interdépendance entre les facteurs économiques de l'ensemble d'une nation (production, dépenses, prix, revenus, capitaux).

S'agissant de la production agricole, les Physiocrates privilégient la grande culture productive, avec fort investissement en capital, qui dégage un produit net important, contre la petite culture.

La critique du “mercantilisme” concerne globalement la théorie de la balance commerciale, le protectionnisme, la réglementation. La formule souvent répétée à propos des Physiocrates “laisser faire, laisser passer” (1) est dirigée contre ces aspects du mercantilisme (2). Il peut s'agir aussi de lever l'interdit de s'adonner à des activités productives marchandes pour les nobles et le clergé.

Défense de la liberté des échanges et du libre jeu des intérêts particuliers (profitables au corps social)

Si les Physiocrates sont contre le « système des commerçants », ils ne se situent pas hors de la production marchande (produire pour vendre et faire un profit). A la suite de Vincent de Gournay (intendant du commerce), ils s'intéressent de près à la « science du commerce », et plus spécialement à la question de la commercialisation du blé, qui s'est alors considérablement accrue (3). Ils estiment que les produits nets, qui peuvent être tirés de la production agricole, ne doivent pas être limités par des réglementations, ce qui entraverait l'investissement.

Ils posent que les réglementations (des échanges, des prix) créent une contradiction d'intérêts entre les producteurs de grains et les consommateurs. Tout changerait avec la liberté du commerce. Les négociants en mettant en rapport les marchés permettraient que les prix fluctuent moins

rapidement. Dans un échange libre, ce que l'unité de grain rapporte en moyenne au producteur augmenterait le *bon prix* obtenu. Cela permettrait de dégager une recette substantielle et encouragerait le fermier à accroître le niveau de la production. Quant au prix moyen d'une unité de grain pour le consommateur, il ne changerait pratiquement pas.

Les Physiocrates influenceront le pouvoir sur cette question. Des mesures de libéralisation du commerce des blés et des farines seront prises en 1763 (puis remises en question). Au sein des Assemblées révolutionnaires (Constituante), le débat continuera.

Ce versant de la pensée physiocratique (liberté des échanges) sera repris par les économistes libéraux du XIXe siècle, bien qu'ils n'admettent pas le primat de la propriété et de la production agraires. Ce versant de la pensée physiocratique, puis libérale, repose sur le postulat que les comportements intéressés qui forment le socle des relations marchandes (laisser faire les lois naturelles de l'économie), aboutissent aux équilibres économiques les meilleurs possibles pour l'ensemble du corps social.

L'ordre politique (pour les Physiocrates, comme pour les libéraux) doit donc se calquer sur cet « ordre économique naturel », l'Etat ne doit pas intervenir *en ce domaine* (protectionnisme, réglementation des productions et des prix). Les lois naturelles de l'économie, « lien indissoluble de la société », doivent cependant être imposées par le pouvoir. Les Physiocrates parlent à cet égard de « despotisme légal », les libéraux parleront de « souveraineté de la concurrence ». Dans les deux cas, il faut que le souverain et les magistrats connaissent ces lois de « l'ordre naturel », s'y conforment, et en instruisent la nation (les différentes classes), qui devront elles aussi s'y conformer.

NOTES

(1) Notamment contre les monopoles accordés aux compagnies commerciales (ports et corporations manufacturières).

(2) Contre les mercantilistes, Boisguilbert indique : « On laisse faire la nature » (1707). D'Argenson : « Laisser faire, telle devrait être la devise de toute puissance publique » (1751), et Gournay : « Laisser faire, laisser passer, étant deux causes continuelles d'actions seraient pour nous deux sources continuelles de richesses » (1753).

(3) Gournay en 1752 avait déjà demandé de libérer le commerce du blé entre les provinces.

III – Apports des physiocrates à la théorie économique

Ceux que l'on nomme les *physiocrates* sont des économistes du dix-huitième siècle. Comme leur dénomination l'indique ils sont adeptes de la *physiocratie*, sans mal puisqu'ils en sont les fondateurs.

Stricto sensu la notion *physiocratie* est composée à partir des mots grecs *Physis*, qui se traduit par *physique, nature*, et *Kratos* qui se traduit par *force, pouvoir*.

Ce mot, *physiocratie*, est employé pour la première fois par un physiocrate, Du Pont de Nemours, dans une réunion d'articles d'un autre physiocrate Quesnay.

Quand au mot *physiocrate*, on en attribue souvent le premier emploi à l'économiste Jean-Baptiste Say, en 1829. Or, il fut employé au dix-huitième siècle par Diderot, dans son article "*Observations sur l'instruction de sa Majesté Impériale aux députés pour la confection des lois*".

Les principales figures et les grands textes de la physiocratie sont :

François QUESNAY, 1694-1774. — *Le droit naturel*, — *Tableau économique*, — *Philosophie rurale*, (texte inséré par Mirabeau dans son ouvrage mentionné ci-dessous) — *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, — *Du commerce*. — *Sur les travaux des artisans*. Deux articles dans *l'Encyclopédie, Fermiers et Grains*.

Pierre-Paul LE MERCIER DE LA RIVIERE, 1720 ?- 1793 ? — *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, — *De l'instruction publique*, — *Palladium de la constitution politique ou régénération morale de la France*.

Nicolas BAUDEAU, 1739-1792. — *Première introduction à la philosophie économique ou Analyse des États policés*, — *Explication du Tableau économique à Madame de****, — *Éclaircissements demandés à Monsieur Necker sur ses principes économiques et sur ses projets de législation, au nom des propriétaires fonciers et des cultivateurs français*, — *Principes de la science morale et politique sur le luxe et les loix somptuaires*, — *De l'éducation nationale* (article).

Pierre Samuel DU PONT DE NEMOURS, 1739-1817. — *Table raisonnée des principes de l'économie politique*, — *De la république de Genève*, et de nombreuses récritures de textes de Turgot dont il fut secrétaire.

Victor DE RIQUETTI marquis DE MIRABEAU. 1715-1789. — *Philosophie rurale, ou Économie générale et Politique de l'agriculture*, — *Théorie de l'impôt*, — *L'Ami des hommes*.

Anne-Robert-Jacques TURGOT, 1727-1781. Voir *Œuvres et documents le concernant* (cinq volumes). [Notamment : *Réflexions sur la formation des richesses*, nov. 1766, texte final rédigé par Du Pont de Nemours, in *ŒUVRES DE TURGOT ET DOCUMENTS LE CONCERNANT*, t. II, Paris, Lib. Félix Alcan, 1914]

Il y eut d'autres figures importantes, ainsi : Le Trosne, Galliani, Court de Gebelin, Bigot de Sainte-Croix, Buat-Nancay.

Les physiocrates eurent une influence internationale, ou trouvèrent un écho dans de nombreux pays d'Europe, Italie et Angleterre notamment. Certaines vues de l'Anglais Adam Smith (1723-1790), qui ne se posait pas comme physiocrate, s'apparentent à celles des physiocrates (ou sont influencées par elles).

On notera que les physiocrates ont des professions ou des occupations très diverses : Quesnay était médecin chirurgien (le plus gros de sa production littéraire tient en des traités de chirurgie), Le Mercier de la Rivière a été Conseiller au Parlement, Intendant à La Martinique, etc., Baudeau était abbé, Du Pont de Nemours a été secrétaire de Turgot, Mirabeau et Turgot furent les deux seuls de cette liste à être étroitement liés à la propriété et à la production agricole. Encore que Turgot fut également Intendant du Limousin et Ministre, quant à Du Pont de Nemours il s'exila aux futurs Etats-Unis où il fonda ce qui est encore aujourd'hui une formidable entreprise capitaliste (la firme Du Pont de Nemours, entre autres choses, créa le nylon et des textiles synthétiques).

Les penseurs de la physiocratie forment un courant relativement homogène, autour d'un noyau théorique, doctrinal, relativement facilement identifiable, se distinguant des autres courants de pensée,

c'est pour cela qu'on parle souvent "d'École" et de "disciples".

Un esprit peu regardant pourrait se contenter de voir en ces économistes des défenseurs de la propriété foncière, de la production agricole qui y est liée, et par suite, d'une part les opposer absolument aux autres économistes moins, ou pas, attachés à la défense de la propriété foncière et de la production agricole, d'autre part les voir exclusivement comme des suppôts des classes sociales historiquement tributaires de cette propriété et de cette production, noblesse, féodaux, par exemple, le pas étant alors vite fait qui consiste à voir en eux de simples, efficaces au reste, arriérés et réactionnaires.

Ces vues ne seraient pas sans raisons, mais ne feraient pas raison de ce qu'ils sont dans le cours de la pensée économique, de ce qu'ils y apportent, de ce qu'y représente leur doctrine, malgré elle pour ainsi dire.

La bonne méthode veut qu'on les voie pour ce qu'ils sont, dans le contexte historique où ils sont.

Ce sont d'abord des théoriciens, ils établissent un corps théorique, de concepts.

Ils sont dans le même contexte historique que d'autres économistes, et penseurs, développant des conceptions différentes, voire opposées aux leurs, souvent classés dans les "monétaristes" et les "mercantilistes", et aussi des penseurs que l'on ne classerait pas dans l'une de ces dernières catégories sans commettre une très fâcheuse simplification.

Ainsi, soit nos physiocrates sont des délirants, des réactionnaires endurcis, développant une théorie extravagante, sans rapport avec le contexte, une pseudo théorie donc, soit leur théorie rend compte de réalités du contexte, de problèmes posés, de contradictions de ce contexte.

Les physiocrates voient

La terre, la production agricole, les productions des arts et manufactures.

La Valeur, la plus-value, le capital.

Ils posent que le *lieu de formation de la richesse*, de la valeur, de la plus-value, est la *sphère de la production*.

En cela ils s'opposent :

a) à ceux qui pensent que *l'argent engendre l'argent*, notamment au courant dit "monétariste". Par exemple, Le Mercier dit :

« l'argent qui est le gage et le signe de toutes les valeurs, ne pleut pas dans nos mains, personne n'a d'argent qu'autant qu'il l'achète, qu'il échange une valeur quelconque pour [contre] de l'argent ».

b) à ceux qui soutiennent que la *plus-value* procède de la *sphère des échanges*, de la circulation des marchandises (ce qu'illustre sommairement la formule apprise jadis à l'école primaire : bénéfice = prix de vente moins prix d'achat).

Posant ce *principe fondamental*, ils ne négligent pas pour autant la sphère de la circulation de la valeur et de la plus-value, du capital.

Sous une forme très générale, ils voient le *lien existant entre le procès de circulation des marchandises qui renferment la valeur-capital, et le procès de reproduction du capital*.

En termes simplifiés, ils voient que si les produits marchandises ne sont pas vendus, leur valeur, le capital qu'ils contiennent, ne refluera pas sous forme d'argent dans les mains du capitaliste, le capital ne sera pas alors reproduit.

En termes plus théoriques, ils voient les grandes lignes de la reproduction du capital, Marx observe que dans son *Tableau économique*, Quesnay est le premier à

« montrer comment le produit annuel, de valeur déterminée, de la production nationale, se répartit grâce à la circulation de façon telle que puisse avoir lieu — toutes choses égales d'ailleurs — sa reproduction simple » (Marx, *le Capital*, livre II, t.II.)

On peut noter que Marx observe que sur cette question les vues d'Adam Smith sont en régression au regard des vues de Quesnay et des physiocrates en général.

En cette question même du procès de reproduction du capital, les physiocrates voient les *changements de forme du capital dans le procès de circulation*, et les *rythmes différents de réalisation du capital fixe et du capital circulant*.

Non seulement les physiocrates posent que la *valeur*, la *plus-value* procèdent de la sphère de la production, mais aussi, du même coup, qu'elles *procèdent du travail*. Cependant ils posent que le travail est générateur de valeur *en raison des qualités de la nature, génératrice de valeur et de plus-value*. (On va voir pourquoi plus loin.)

Pour ce qui est de la plus-value, ils posent qu'elle est la différence positive entre la valeur de la « puissance de travail » et la « mise en valeur » de cette puissance, en d'autres termes la différence entre la valeur des subsistances nécessaires à la force de travail et la valeur du produit qu'elle rend.

Posant que la valeur de la « puissance de travail », de la force de travail, est équivalente à la valeur, sous forme de prix, salaire, du nécessaire à l'existence du possesseur de force de travail, de ses moyens de subsistance, ils voient bien que *la plus-value ne dépend pas de la sur ou sous estimation de la valeur de la force de travail*.

Ils ont le mérite de définir le *travail productif*, de voir exclusivement comme productif le *travail rendant une plus-value*, c'est-à-dire sous l'angle de vue du capital.

Pour les physiocrates la *valeur* est attribut (propriété) d'un produit, d'une *chose, physique*, et par conséquent d'une *valeur d'usage*. Elle est attribut d'une chose concrète. Par conséquent, non seulement sa constitution admet le jeu de la nature physique, des qualités de la nature qui fournissent des valeurs d'usage, mais aussi, logiquement, *le travail aux sources de sa constitution est toujours un travail concret lié à des valeurs d'usage définies concrètement*.

Ainsi, les physiocrates ne *conçoivent pas* la *valeur comme abstraction*, comme créée par le *travail en général*, par le *travail abstrait*, indistinct, simple dépense de force humaine, dont la mesure ne peut être que la durée de son exercice. En ce sens ils ne voient pas *la nature de la valeur*. Marx observe qu'ils « n'ont pas encore ramené la valeur en général à *sa substance simple* ».

On notera à ce propos un exemple de paradoxe : Bien qu'ils ne voient pas *la nature de la valeur* en elle-même, le cas échéant ils "font comme si". En effet, ils posent, on l'a dit, que la valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des moyens de subsistance du travailleur, ils la conçoivent donc comme une *grandeur déterminée* (non pas une grandeur arbitraire), comme une grandeur de *valeur en elle-même*, abstraite. Dans le même sens, ils voient bien, on l'a dit, que la plus-value ne dépend pas de la sur ou sous estimation de la valeur de la force de travail.

Ce qui précède peut sembler quelque peu paradoxal avec la caractérisation des physiocrates comme tenants de la production agraire et de la propriété foncière, avec l'imputation de soutenir des formes féodales.

Au vrai ils ont une figure apparente, y compris à eux-mêmes, celle de leur soutien à la propriété foncière et à la production agraire, celle qui est sur leur « panonceau féodal » selon l'expression de Marx, et, du point de vue de l'histoire de l'économie politique, une figure "réelle", dans le contexte concret :

« En réalité, dit Marx, le système des physiocrates est la première conception systématique de la production capitaliste. Ce sont les représentants du capital industriel — la classe des fermiers — qui dirigent tout le mouvement économique. » (*le Capital*, livre II, t. II)

On va essayer de comprendre comment ces éléments sont en cohérence dans le système physiocratique, ou si l'on préfère pourquoi ils coexistent "rationnellement".

Les Physiocrates sont dans un contexte objectif où la production agricole en général occupe une place très largement prépondérante, alors que la production manufacturière ne fait que ses premiers pas. On pourrait être tenté de faire une association simple entre la prééminence sociale de la production agricole et leur défense de la propriété terrienne, de la production agraire, défense qui ne serait qu'une subordination passive à ce qui domine.

Mais, outre le fait que ce ne sont pas des contemplatifs simples adorateurs de ce qui existe, et qu'ils s'attachent, on vient de le voir, à des phénomènes dépassant absolument la seule production agricole, propres au régime capitaliste en général en développement, outre cela, on passerait ainsi à côté de leur raison propre.

Leur défense de la propriété foncière et de la production agricole gravite sur la thèse selon laquelle

la valeur (et la plus-value) n'est créée que dans la production agricole, en raison des qualités de la nature seul le travail agricole rend une plus-value, est donc productif. Corollairement les productions des arts et manufactures ne créent pas de valeur, les arts et manufactures ne font que transformer la forme d'usage des valeurs existantes.

Cette thèse n'est pas une lubie extravagante.

Quand, comme c'est le cas à leur époque de la pensée économique théorique, on en est à voir et établir la source de la richesse, de la valeur, et de la plus-value, on observe les branches de la production sociale.

Alors la manifestation la plus *tangible* (palpable) et la plus *irréfutable* de la création de valeur, de plus-value, (telles qu'ils les conçoivent, référées à des produits physiques, des valeurs d'usages), cette manifestation réside dans la production agricole.

Là, chaque grain de blé planté par un ouvrier (ou tout autre travailleur) rend un épis de produit (plusieurs dizaines de grains).

Là, par exemple, la différence entre la somme des moyens de subsistance que l'ouvrier consomme et la somme des moyens de subsistances qu'il produit saute aux yeux.

Le travail de l'ouvrier agricole (ou de tout autre travailleur de l'agriculture), grâce aux qualités de la nature, est *évidemment* productif.

Ces constats peuvent être dressés et pensés sans détour, ils ressortent du procès de production immédiat lui-même, l'accroissement de produit se manifeste sur le champ même pour ainsi dire, indépendamment de toute autre opération ou procès.

Le procès de production de valeur peut être compris immédiatement, concrètement, sans le recours à la valeur en général, en tant qu'abstraction.

L'idée physiocratique consistant à conférer à la nature un pouvoir productif de valeur semble se trouver justifiée. En effet dans la mesure où l'on ne s'élève pas jusqu'à la nature de la valeur, à sa qualité d'abstraction, mais qu'on la lie à la forme physique du produit, on peut dire que la valeur du produit agricole, et que la plus-value résultant de la productivité du travail est un don de nature, qu'elle sont dues aux propriétés naturelles, comme de rendre un épi pour un grain semé, rendement variable en raison aussi de conditions de nature.

Pourquoi les physiocrates déniaient-ils le caractère productif de valeur des arts et manufactures ?

Parce que dans la production des arts et manufactures,

— l'ouvrier n'augmente pas, ne multiplie pas la matière, il la transforme,

— on ne peut voir (en général) l'ouvrier produire directement, ni ses moyens de subsistance, ni l'excédent par rapport à ces moyens de subsistance,

— la création de valeur, notamment son accroissement, la plus-value, n'est pas visible sans un détour, elle n'est visible qu'au terme du procès de circulation des produits (du capital), et seulement si l'on ne lie pas la création de plus-value à un travail concret déterminé, mais à un travail abstrait.

Les producteurs manufacturiers dont les marchandises contiennent les travaux les plus divers sont bien obligés de considérer, y compris à leur insu, la valeur comme une abstraction, en son essence de produit abstrait de force de travail indistinctes, de travail abstrait mesuré par la durée, s'ils veulent échanger leurs produits pour que leur reviennent les valeurs nécessaires à la reproduction.

Ainsi le grand mérite des physiocrates qui est de faire dériver la plus-value de la production et non de la circulation, les porte à commencer leur théorie, et à s'y accrocher, par le secteur de production sociale, agricole, qui peut être saisi en lui-même, indépendamment de la circulation et de l'échange, contrairement au secteur industriel.

Les physiocrates n'ignorent point non seulement l'existence de la production manufacturière, mais aussi ses liens avec la production agricole. Sans entrer dans le détail de cette relation, on peut dire que dans la mesure où la propriété foncière et la production agraire (et la propriété foncière) fournissent à la manufacture l'essentiel de ses matières premières, ils considèrent, la production manufacturière comme transformatrice du produit de la terre, sans créer de valeur, et ce qu'ils doivent payer à l'industriel pour les transformations que celui-ci fait subir au produit agricole, leur paraît être des frais de leur propre production.

Ils ne considèrent pas ce qu'ils payent alors au capitaliste industriel comme profit du capital industriel, mais comme « salaire supérieur », de même nature que les salaires versés aux ouvriers.

On ne verra pas ici le détail des contradictions intimes du système théorique physiocratique, on en

notera qui touchent au double caractère capitaliste/féodal dudit système.

1 — La condition première du développement du capital est que le travailleur soit “libre”, soit en d’autres termes séparé de tout moyen de produire par lui-même ses moyens d’existence, soit donc au premier chef séparé de la terre (de la propriété de la terre), que le travail soit du même coup “libre”.

Dans le système physiocratique le propriétaire de terre (qu’il soit effectivement capitaliste ou non) apparaît comme celui qui s’approprie le fruit du seul travail productif, donc comme seul appropriateur de plus-value, c’est-à-dire comme capitaliste. (Les physiocrates considèrent que la rente foncière est la plus-value empochée par celui qui n’est que propriétaire de terre, en raison de la productivité du facteur naturel qu’est la terre dans la formation de la valeur.)

Par conséquent, la rente foncière, qui est la forme économique du revenu de la propriété foncière, se trouve *dépouillée de sa gangue féodale* et est posée comme simple plus-value, excédent de valeur du produit sur la valeur, le salaire, de la force de travail agricole.

2 — Les physiocrates ne sont pas des inconséquents pusillanimes.

Dans la mesure où la richesse est créée dans la production agricole, ils posent que tous les impôts doivent être transférés, exclusivement, sur cette production, ou sur la propriété foncière, donc sur la plus-value (ou rente foncière) qui s’y attache.

Mais ainsi ils prônent une confiscation partielle de la propriété foncière par celle de ses revenus.

Du même coup ils dispensent de l’impôt la production industrielle.

Dans la mesure où ils considèrent comme improductive de plus-value la production industrielle et ce qu’ils doivent payer aux manufacturiers comme des faux-frais de leur propre production productive, ils souhaitent que ces frais soient le plus bas possible. Pour ce faire ils font fond sur la “liberté”, la levée de toutes entraves, et la libre concurrence, ce qui se traduit en non-intervention absolue de l’État, en “laisser faire, laisser passer”, suppression des monopoles pour l’industrie.

Ils renferment l’État en ses fonctions dites régaliennes : lois, finances, police, armée, justice.

Au total, leur apparente glorification de la propriété foncière se métamorphose en sa négation, en une confirmation de conditions du développement de la production capitaliste industrielle.

Ainsi, la féodalité prend une figure bourgeoise (capitaliste) tandis que la société bourgeoise (capitaliste) prend une allure féodale.

Comme le note Marx, cela explique pourquoi

« des féodaux sont adeptes enthousiastes et propagateurs d’un système, qui pour l’essentiel annonçait le développement du système capitaliste, et les ruines du système féodal »

Observons que les physiocrates se divisent pour ce qui a trait à cette intégration contre-nature. Elle réjouit des débris de la noblesse, comme Mirabeau, qui la comprennent comme un maintien de leurs positions ruineuses. Mais un Turgot fait ressortir ce que cette intégration exprime de la nouvelle société, capitaliste, s’extirpant du cadre féodal, il voit en quelque sorte la société bourgeoise dans les conditions de l’époque où elle sort du système féodal.

Aussi bien un Le Mercier, un Turgot, dépassent les strictes limites de la théorisation physiocratique en percevant que la plus-value est due aussi aux ouvriers d’industrie.

Le Mercier de La Rivière écrit :

« ces mêmes fabricants qui ont l’art de changer vingt sous en une valeur de mille écus : au profit de qui passe cette multiplication énorme des valeurs ? Quoi, ceux par les mains desquels elle s’opère, ne connaissent pas l’aisance ! Ah, défiez-vous de ce contraste »

Et Turgot parle de

« la classe occupée à fournir aux différents besoins de la société l’immense variété des ouvrages de l’industrie [les ouvriers] [et les] entrepreneurs manufacturiers, maîtres fabricants, tous possesseurs de gros capitaux qu’ils font valoir en faisant travailler [...] de simples artisans [ouvriers ou travailleurs à façon] qui n’ont d’autres biens que leurs bras, qui n’avancent que leur travail journalier et n’ont de profit que leurs salaires »

En outre l’un et l’autre voient bien la contradiction en développement entre prolétaires et capitalistes.

On conclura avec le point d’orgue de l’alliance de *Physis* et *Kratos*, nature et pouvoir, au-delà de la théorisation économique.

La théorie économique physiocratique sous-tend une conception de l’ordre social et politique,

nullement propre à la société d'ancien ordre, féodal.

Cette conception de l'ordre social est en cohérence avec la théorisation économique.

On a vu que la théorisation économique gravite sur un préposé (abstrait de réalités effectives) conférant à la nature des qualités propres, notamment de rendre le travail productif, et en dernière instance d'être génératrice de valeur (de plus-value). Partant, tout l'ordre social, bien posé sur sa base économique, se trouve, en dernière instance, à l'image de la nature, ordre naturel (l'un des ouvrages fondamentaux de la littérature physiocratique ne s'intitule-t-il pas « *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* », chaque notion est à sa place relative).

En l'occurrence, les lois de l'économie, n'agissent pas "comme si elles étaient des lois de la nature", mais "parce qu'elles sont des lois de la nature". Elles n'agissent pas seulement à l'insu des hommes, ou indépendamment de leur volonté, mais sans eux.

Il y a naturalisation (naturation) de lois, de procès proprement sociaux, de rapports sociaux, de rapports entre hommes.

L'État, en ses fonctions vues précédemment, est soumis à cette naturation. Il irait contre la nature des choses en voulant intervenir dans les rapports économiques entre hommes, le "laisser faire, laisser passer" n'est qu'une reconnaissance de la prétendue nature naturelle des rapports sociaux.

En même temps, les lois de la nature étant immuables, éternelles en quelque sorte, l'ordre social est conçu comme immuable, les hommes n'y peuvent mais.

Ainsi, malicieux malgré eux, les physiocrates ne rendent pas tant service au régime social féodal en décomposition avancée qu'au régime capitaliste en développement qu'ils illustrent magistralement, en leur temps, et qu'ils posent de fait, quoi qu'ils en aient, comme naturel, intangible, éternel. C'est le dernier tour joué par leur intégration du passé et du futur, qui abuse les critiques trop pressés, méconnaissant que le Moyen Âge ne dort que d'un œil dans le monde capitaliste.

IV — Quelques mots sur Adam Smith

Entre les exposés “Mercantilistes” et “Physiocrates”, et ceux portant tant sur les économistes libéraux du XIXe siècle en France et la première critique de l'économie marchande capitaliste (Sismondi - 1819), il manque (au moins) un maillon théorique : Adam Smith, souvent désigné comme fondateur de la science économique. On ne développera pas d'analyse spécifique sur cet auteur, mais sur la base des représentations usuelles proposées dans divers Manuels de science économique, quelques rapides informations le concernant sont nécessaires.

Adam Smith (1723-1790) est un philosophe et économiste écossais. Ses principales œuvres :

Théorie des sentiments moraux (1759) ; *Histoire de l'astronomie* ; *Leçons sur la jurisprudence* ; *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776).

Par rapport aux auteurs précédents, Adam Smith, universitaire (professeur de logique et de philosophie morale) paraît moins lié (directement ou indirectement) aux intérêts d'une classe ou d'une autre. Il semble poursuivre des visées d'ordre théorique, la connaissance pour la connaissance. « *Dans la succession des phénomènes, indique-t-il, l'esprit cherche des explications* ». Si l'on constate « *une succession qui rompt avec l'accoutumance [la routine de pensée], l'esprit est surpris et cette surprise l'excite et le pousse à la recherche de nouvelles explications* (1) ».

Le travail de la philosophie consiste pour lui à établir des rapports permettant de saisir la cohérence de l'ensemble des phénomènes.

« *La philosophie, en exposant les chaînes invisibles qui lient tous ces objets isolés, s'efforce de mettre de l'ordre dans ce chaos d'apparences discordantes.* » (Histoire de l'astronomie)

Adam Smith bâtit son ouvrage *la Richesse des nations*, en tenant compte des auteurs qui l'ont précédé (il est entré directement en contact avec certains d'entre eux) : Hume, Locke, Quesnay, Turgot, Cantillon, William Petty, etc. Il critique les “mercantilistes”, sur une base pour partie erronée, faisant comme si, pour ceux-ci, la véritable richesse ne consistait que dans la possession de métaux précieux. Quant aux Physiocrates, dont il admire l'analyse d'ensemble, il ne comprend pas le culte qu'ils vouent à la production agricole et à la propriété foncière.

L'importance donnée au travail des hommes

Pour Adam Smith, la richesse d'une nation est constituée par l'ensemble des produits qui agrémentent la vie de la société dans son ensemble (agriculture, artisanat, manufactures...). L'origine essentielle de toute richesse réside dans le travail des hommes. Le montant du produit total est fonction de la quantité et de la qualité du travail mis en œuvre par le capital (manufacturier ou agraire).

Adam Smith expose le mécanisme de la croissance des richesses d'une nation, en fonction de différents facteurs : le travail, le capital, la terre. Le coût de production d'un bien est formé de salaires, profits et rentes. Comme le développera Sismondi, et plus tard Marx (mais l'idée est aussi présente chez Turgot, notamment) *le produit du travail n'appartient pas en totalité au travailleur*, qui est payé en fonction de ses besoins de subsistance. Adam Smith distingue aussi entre l'utilité d'un produit (*valeur d'usage*) et sa valeur dans l'échange (*valeur d'échange*) qui correspond à la quantité de travail nécessaire à sa production.

Les économistes libéraux qui se réclament d'Adam Smith, rejetteront très tôt cette conception dite de la “valeur travail”, pour lui substituer l'idée que la valeur d'un bien est fondée sur l'utilité que lui accorde les consommateurs.

Les facteurs de la richesse d'une nation

Selon Adam Smith, trois facteurs permettent l'enrichissement d'une nation : la division du travail, l'accumulation du capital, la taille du marché.

La division du travail est rendue possible par le développement des échanges, elle permet de perfectionner et puissancier les activités de production (toutefois Adam Smith n'ignore pas que cette division peut aussi conduire à l'abrutissement des travailleurs).

La division du travail peut rencontrer un obstacle, la taille du marché. Plus les hommes sont nombreux, plus ils peuvent se diviser les tâches. Mais, si le marché n'est pas assez grand, le surplus de production, permis par une division du travail accrue, ne trouvera pas d'acheteur, (ce qui pose le problème de la « réalisation » de la valeur produite).

Le marché et la « main invisible »

Les commentateurs ont interprété la métaphore de la « main invisible » énoncée par Adam Smith, de la façon suivante : les marchés produiraient un mécanisme d'autorégulation qui conduirait spontanément à l'harmonie sociale. La thèse d'Adam Smith est un peu différente. Les « lois » du marché, en relation avec le mouvement des intérêts individuels, conduiraient à un résultat inattendu : l'intérêt général. La confrontation des intérêts mène en effet à la concurrence, et celle-ci conduit les individus à produire ce dont la société a besoin. La forte demande provoque une envolée des prix et cela conduit les producteurs avides de profit à produire les biens recherchés. Mais ce mécanisme est en fait contraignant, car ne pas le respecter conduit à la ruine. Ainsi, « l'individu est conduit par une *main invisible* à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ».

Bien que mettant en avant le rôle du marché pour la satisfaction des besoins, Adam Smith n'est pas l'apôtre d'un capitalisme sauvage. Il dénonce les ententes et monopoles qui contournent la loi du marché, et envisage que l'autorité souveraine ait à faire respecter les règles du marché.

S'agissant du commerce international, Adam Smith est pour le libre échange, et une certaine division internationale du travail.

Il est « prudent, dit-il, de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui coûtera moins à acheter qu'à faire ».

Si une nation est meilleure dans la production d'un bien, tandis qu'une autre est meilleure dans la production d'un autre, chacune d'entre elles a intérêt à se spécialiser dans sa production, et à échanger avec l'autre les fruits de son travail. Gagnant gagnant !!

S'agissant de l'activité économique de l'Etat, Adam Smith n'est pas contre un certain interventionnisme lorsque le marché ne peut prendre en charge des activités non rentables (infrastructures).

(1) C'est un peu ce que dit Aristote au début de la Métaphysique.

V — L'économie politique (France - XIXe siècle) et sa critique : libéralisme apologétique vs critique du mode de production capitaliste

Dans cet exposé, on traitera du développement de la théorie économique au XIXe siècle, en se centrant sur la France.

Les théories en présence au XIXe siècle

Sur le plan théorique, dans le cadre de la science économique dite bourgeoise, il n'y a plus de progrès théorique, mais une régression par rapport aux éléments d'analyse forgés au XVIIIe siècle, par les Physiocrates et Adam Smith notamment : sur la production et la circulation des richesses, la formation de la valeur, sa substance, sur la plus value.

Comme le signalera Marx, les économistes libéraux, qui se posent comme fondateurs d'une véritable "science économique", ne se préoccupent plus de science, mais d'apologie, c'est-à-dire d'affirmer que le régime capitaliste est le seul et le meilleur possible, conforme aux lois naturelles. Par conséquent aucune entrave "artificielle", venant de la politique ou de l'Etat ne doit être opposée à son libre développement.

— D'autres économistes (ils sont bourgeois eux aussi, là n'est pas le problème), vont pourtant, dès le début du XIXe siècle, s'insurger contre cette pseudo science, au vu des premiers effets désastreux qu'engendre le capitalisme : plus spécialement les premières crises modernes de surproduction, qui surviennent en Angleterre dès 1816, puis s'étendent à l'Europe. Ces économistes établissent, au plan théorique, les caractères anarchiques du développement capitaliste.

Le plus rigoureux est Simonde de Sismondi, même si on a pu lui faire grief de son moralisme. Dès 1819, il propose une analyse des contradictions du mode de production capitaliste, dans leurs formes concrètes. Il ne fonde pas sa critique sur des désirs de société idéale, comme on pu le proposer les socialistes dits utopiques, il prend appui sur les apports théoriques d'Adam Smith, et sur les principes qui gouvernent l'économie marchande capitaliste. Il ne s'estime pas capable toutefois de trouver un mode de résolution général des contradictions de ce régime, qui ont leur fondement sur ce qu'il nomme « l'organisation actuelle de la société ».

— A partir des années 1830-1848, une partie des socialistes français, non utopiques, prolongeront cette critique, parfois de façon moins rigoureuse que Sismondi, en cherchant à projeter un mode de résolution de ces contradictions, par la transformation de la base économique de la société (Dezamy, Louis Blanc, Vidal, Pecqueur...).

La critique théorique du mode de production capitaliste par Marx, et sa critique, qui s'élabore dans la seconde partie du XIXe siècle, prend pour point de départ les mêmes sources que celles de Sismondi : les théories classiques (des mercantilistes, des physiocrates, d'Adam Smith, de Ricardo), mais aussi les premières analyses critiques, incomplètes, de Sismondi et des socialistes français, dont il tient compte dans ses travaux préparatoires à la rédaction du *Capital*.

Trois courants principaux

On peut distinguer trois courants dans le développement de la pensée économique au XIXe siècle : libéral, critique, réformateur. Seuls le premier courant (libéral) et le dernier (réformateur) sont pris en compte dans les histoires contemporaines de l'économie politique (1).

1/ *Le courant libéral* a été désigné comme étant celui des "optimistes" ou "ultra-libéraux". Ils tiennent le haut pavé de la science, au moins jusqu'en 1848. Malgré leur prépondérance sur le terrain des publications, les gouvernements continuent à promouvoir une politique qui n'est pas ultra libérale, si l'on excepte deux décennies à partir de 1860. Compte tenu des conflits de classes qui résulteraient de l'ultra libéralisme, ils doivent en effet modérer l'ardeur des partisans du libre jeu des lois du capitalisme.

Les ultra-libéraux n'analysent pas les "lois" du mode de production marchand capitaliste, ils se bornent à en faire l'apologie. S'ils tiennent compte des apports des Physiocrates et d'Adam Smith, c'est pour se réclamer de son côté "scientifique", mais ils ne reprennent de ces auteurs que le caractère naturel et providentiel des lois capitalistes, et le refus que la politique, l'Etat — et ses lois "artificielles" — puissent les entraver. Pour le reste, ils édulcorent ou contredisent les apports théoriques les plus importants des théoriciens classiques : sur la circulation de la richesse, sur le travail productif, sur la substance et la formation de la valeur, sur la plus value, sur les contradictions de classes.

Quelques noms de ce courant ultra-libéral : Jean-Baptiste Say, Frédéric Bastiat, Léon Faucher, Joseph Garnier. Leurs positions s'expriment au sein de la *Société du libre-échange* et dans des publications, notamment le *Journal des économistes*. A noter que beaucoup d'ultra-libéraux sont pour la disparition des formes nationales qui entravent le libre-échange généralisé. [Charles Dunoyer qui participe de ce courant libéral, est à considérer à part sur le plan théorique.]

— A côté de ce courant ultra-libéral, il existe un *courant libéral dit modéré*, qui défend les principes libéraux en économie et le libre échange (Adolphe Blanqui, Wolowski, Leroy-Beaulieu). Ces économistes accordent plus de place au rôle de l'Etat, et voudraient atténuer les effets désastreux du capitalisme pour les classes populaires. Ce courant peut être rapproché d'autres courants qui se développeront surtout après 1848, qui acceptent le capitalisme, mais voudraient le réformer. Notamment le courant coopérativiste et celui de la défense de l'économie nationale, qui renoue en partie avec certaines positions du "colbertisme".

2/ *Le courant critique* comprend lui aussi plusieurs tendances. Un courant dit utopique (type Fourier) critique le capitalisme du point de vue de ses effets et envisage une société idéale, en partie sur la base de points de vue passéistes ou libertaires. Un courant qu'on pourrait nommer "théorique" appuie sa critique sur une analyse des "lois" de développement du mode capitaliste de production, dont le meilleur représentant est Sismondi. Il s'oppose aux "optimistes" et refuse d'admettre le caractère naturel, providentiel des lois de la société marchande capitaliste. Il développe des analyses théoriques fondamentales sur la circulation de la richesse marchande, la substance et la formation de la valeur, l'origine de la plus-value, les antagonismes [structurels] entre classes, les crises, etc. Des continuateurs, tels que Constantin Pecqueur, François Vidal, Louis Blanc, peuvent se révéler théoriquement en retrait par rapport à Sismondi, mais, certains peuvent aller au-delà pour ce qui touche à la nécessité de transformer la base économique de la société.

3/ A partir de 1848, d'autres courants se développent, qu'on pourrait nommer "conciliateurs". Ils s'efforcent de trouver un mode de conciliation entre des tendances antagonistes inhérentes au capitalisme. On pourrait dire qu'ils veulent "enlever" les "mauvais côtés" du capitalisme, sans changer la base qui les reproduit. Il peut s'agir aussi de proposer un contre feu contre les courants socialistes et communistes qui se développent. Ces courants accordent une grande importance au rôle régulateur de la politique pour encadrer un développement trop libre du capitalisme. Vers la fin du XIXe siècle, ce courant semble renouer avec l'idée ancienne d'économie politique, c'est-à-dire une économie ayant pour but le bien commun. Contre le *Journal des Economistes* des libéraux, ils nomment leur publication, la *Revue d'Economie politique* (1887). Celle-ci expose plus particulièrement les thèses du courant coopérativiste (avec Charles Gide) qui imagine, pouvoir supprimer le profit du capital sans transformer la base du régime social. Un autre courant, celui dit de « l'économie nationale », a pour représentant principal, Paul Cauwès, qui privilégie la défense de la production nationale, contre le libre déploiement de la concurrence internationale. Cauwès, tiendra le haut du pavé dans l'enseignement de l'économie en France à partir des années 1880, et influencera la politique des gouvernements.

Les débats entre ces différents courants concernent la question du laisser faire (libéralisme économique) contre la réglementation et l'intervention de l'Etat, le libre échange contre le protectionnisme, la question des crises, la question sociale, les contradictions de classes, mais aussi la définition de la valeur, la monnaie, le crédit, les banques, l'impôt, la dette publique...

On présentera rapidement les thèses de Jean-Baptiste Say, représentant du courant libéral, puis celles de Sismondi, sans aborder le troisième courant qui se développe à la fin du XIXe siècle.

NOTES

(1) Voir plus spécialement l'excellent ouvrage dirigé par Yves Breton et Michel Lutfalla, *L'économie politique en France au XIXe siècle*, Economica, 1991 ; Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique* (1803), réédition Calmann-Lévy, 1972 ; *Dictionnaire de l'économie politique — contenant l'exposition des principes de la science*, sous la direction de MM. Ch. Coquelin et Guillaumin, Paris, 1853.

VI — Le libéralisme. Jean-Baptiste Say et ses émules

Jean-Baptiste Say est considéré comme le fondateur de la science économique du XIX^e siècle en France. Né à Lyon, il a commencé sa carrière comme commis de banque. Il se rend par la suite en Angleterre tout à son admiration pour l'extension de la révolution industrielle. Il deviendra par la suite filateur de coton (son frère est fabricant de sucre). En 1803, il publie un *Traité d'économie politique*, qui se réclame de la haute science et deviendra la Bible des libéraux. Opposé à la politique de Napoléon (qui ne favorise pas le libre-échange, notamment à l'égard de l'Angleterre), il trouve à se faire une place sous la Restauration. Il est nommé en 1819 Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers et multiplie les publications. Marx le dénomme « le comique petit Prince de la science ».

Son *Traité d'Economie Politique* est censé introduire en France les théories d'Adam Smith. Say se déclare dans ce Traité en rupture totale avec la conception de l'économie politique, au sens ancien du terme (recherche d'un bien matériel commun dans le cadre d'une nation). Il critique en ce sens les « mercantilistes » et se montre plus nuancé avec les Physiocrates, dont il critique surtout la notion de « produit net » (qui serait issu seulement de la production agricole). Mais il apprécie leur conception de l'économie comme étant réglée par des lois naturelles immuables : « vérités constantes et éternelles » découlant de la « nature des choses ». Les gouvernements n'ont pas, selon lui, à se mêler de l'économie. « Les richesses, dit-il, sont essentiellement indépendantes de l'organisation politique ».

Il limite ainsi le champ de la politique au rapport peuple / gouvernement, et à la protection de l'économie libérale. Il admet cependant que le développement de la richesse puisse nécessiter un gouvernement stable, favorisant le libre développement des échanges, le principe de la concurrence et de la liberté du travail. Ce trait sera développé par des continuateurs de Say.

Ainsi Garnier voit dans la science économique une « science naturelle et morale à laquelle tous doivent être soumis ». Le véritable lien social est selon lui constitué « par la concurrence », « véritable principe de souveraineté dans la société ». Un autre tenant de ce courant ultra-libéral, Bastiat, établit, jusqu'à l'absurde, le fantasme d'une conformité entre le libre déploiement des intérêts particuliers et la réalisation du bien de tous. Il réduit la logique de la production capitaliste à celle d'un négociant réalisant des profits, pour le plus grand bien des consommateurs, en achetant moins cher à l'étranger des produits qui coûtent plus cher dans le pays (1).

Le Traité de Jean-Baptiste Say se divise en trois parties : Production - Distribution - Consommation. Mais son schéma de la circulation des richesses est beaucoup plus sommaire que celui de Quesnay, et sur les concepts de **valeur**, de monnaie, de production, il est en régression par rapport aux théories classiques.

Rompant avec les analyses d'Adam Smith, il pose que la valeur d'une marchandise n'est nullement liée à la quantité de travail qui y est incorporée. Il ne se préoccupe donc pas du caractère double des produits lorsqu'ils prennent la forme de marchandises (valeur d'échange, valeur utile). C'est pourquoi, il préfère user du terme de « produit », plutôt que de marchandise, notion valable dans tous les modes de production, et non spécifiquement dans le mode marchand.

Pour lui, l'utilité est le seul fondement de la valeur, Sans « substance », la valeur ou prix mesurerait seulement l'utilité que lui reconnaissent les consommateurs. La demande (ou le désir) serait la cause des prix qu'on est prêt à mettre pour se procurer telle ou telle chose. Ceci se poserait en fonction de leur rareté relative sur le marché. S'il y a plus de demande que d'offre pour un produit, son prix serait alors apprécié à un niveau supérieur. Ainsi, pour Say, la valeur des produits ne se définit que dans et par le « commerce », dans une gigantesque confrontation entre les désirs d'utilités des consommateurs et les offres disponibles.

Puisque l'utilité (subjectivement perçue) est ce qui détermine la valeur, J.B. Say ne cherche pas à rapporter le mobile de la production capitaliste à la recherche de profit (dépendant de la valeur créée par le travail). La production capitaliste paraît gouvernée par un but plus noble : la satisfaction des besoins du consommateur. De plus, comme cette production ne semble avoir pour but que l'utilité, Say considère que la production n'est pas seule productive de valeurs (d'utilités), mais aussi le commerce, et toute autre activité jugée utile : la finance, les services divers. Il va de soi qu'en supprimant la question de la substance de la valeur, le travail, J.B. Say ne peut poser la contradiction qui se développe entre le capital et le travail, et entre classes sociales. Selon lui, il n'y a que profit réciproque dans l'échange général d'utilités.

Dans ce schéma, la monnaie, ou argent, n'a aucun statut théorique, elle ne sert qu'à faciliter les échanges. Sa valeur n'est pas déterminée par une quantité de travail nécessaire à sa production, mais, ici encore, dépend de sa seule utilité. En conséquence, la valeur de l'argent décline ou s'accroît, en fonction de son utilité, c'est-à-dire de l'importance des produits en circulation.

Le **cycle général production-distribution-consommation** est réduit à la portion congrue. Des schémas partiels établissent des rapports entre production et consommation, pour l'entrepreneur, pour le salarié, mais ils se réduisent à un schéma d'ensemble :

Produits ==> <== Produits. « C'est avec des produits que nous achetons ce que d'autres ont produit ». L'ajustement, ou « balance des consommations avec la production », se fait « naturellement ».

Aucun problème pour Jean-Baptiste Say. Tout ce qui est produit trouve nécessairement des consommateurs solvables. Ce qui est produit est acheté et ce qui est acheté est produit. Certes il faut tenir compte des coûts de production, mais si le coût de production est supérieur au prix du produit par rapport à la demande, Say considère que ce n'est plus un produit et que le fabricant renonce à le produire.

De ce schéma simpliste, qui ne tient pas compte des contradictions réelles, Say va tirer ce qu'il considère comme son apport théorique notable, ce qu'il nomme la *Loi des débouchés*, ou Loi des marchés (Say's Law of Markets) qui se formule ainsi : « l'offre crée sa propre demande ». Par conséquent les crises de surproduction sont impossibles. On suppose au départ ce que l'on désire trouver dans la conclusion de la démonstration.

La loi des débouchés, on le voit, se réduit à la formule du troc — produit contre produit — c'est-à-dire à la réalisation réciproque immédiate d'un produit contre un autre. La possibilité d'une désadaptation entre production et consommation, que la valeur d'une marchandise ne puisse trouver à se réaliser (être achetée) est évacuée. De plus, en neutralisant le rôle de la monnaie, on élimine aussi la question de la demande solvable, des revenus disponibles des différentes classes dans le capitalisme, permettant ou non qu'il y ait des acquéreurs pour les différentes marchandises produites.

Dans la théorie de Say, c'est le besoin (la demande) qui fournit les capitaux qui vont à la production, qui à son tour s'échange contre la demande, et ainsi de suite. Du point de vue de la science des « lois naturelles de l'économie », il peut y avoir des déséquilibres partiels et temporaires, simples crises d'adaptation à la demande pour une branche particulière, mais cela est compensé par la demande dans une autre. Say raisonne comme si la libre circulation des hommes et des capitaux se portaient sans délai, ni adaptation vers l'industrie la plus rentable. La concurrence permet toujours de réajuster l'équation : Produit s'échange contre produit. Et à ceux qui s'interrogeaient sur le fait qu'il arrive que les produits ne puissent trouver à se vendre, Say répliquait : qu'un bien invendu ne mérite pas le nom de produit.

Puisque les crises de surproduction ne peuvent dans le schéma idéal de Say avoir des causes dans la base économique, il les attribue à des causes politiques : le mouvement ouvrier, les erreurs du gouvernement ou des fabricants, les mauvais calculs, les guerres, etc.

Sur cette question des crises, un continuateur de Jean-Baptiste Say, encore plus indigent, Joseph Garnier, avance pour sa part que les crises sont dues à l'insuffisance d'esprit libéral, quand le jeu de la concurrence est faussé par de mauvais règlements administratifs. Plus cynique, Courcelle-Seneuil, voit dans les crises, non sans raison, une forme inéluctable de redistribution des capitaux (« l'élimination des canards boiteux », pour reprendre une formule d'un premier ministre : Raymond Barre). Dunoyer, tout aussi cynique, mais meilleur théoricien, élabore pour sa part une théorie du cycle économique, et estime que dans la logique d'enchaînement des investissements, il y a nécessairement un déséquilibre entre production et demande, ce qui aboutit à des crises de surproduction, elles aussi inévitables, jusqu'au rétablissement de l'équilibre. Au contraire de Say, Dunoyer prend en compte le double caractère du travail et la question du travail comme créateur d'une « valeur ajoutée », ou plus-value.

Quelques mots encore sur Dunoyer, partisan d'un libéralisme plus ou moins absolu, qui estime comme les autres libéraux que les lois de l'économie sont des lois naturelles auxquelles on ne doit pas faire obstacle. Toutefois, il n'identifie pas le libre jeu des intérêts particuliers avec un ordre providentiel engendrant une harmonie spontanée pour le bien de la société. La science économique

n'est pas posée par lui comme universelle, mais comme simple science de « l'ensemble du domaine marchand », auquel il peut intégrer les services s'ils prennent la forme de marchandises.

Dans la conception de Dunoyer, un point intéressant est à signaler par rapport au marxisme. Dunoyer établit un rapport entre les différents « *modes de produire* » et l'organisation de la société, y compris son organisation politique, ou, pour le dire comme les marxistes, entre infrastructure et superstructure. Il indique en 1817 : « D'une manière générale [...] les moyens que les peuples sont capables d'employer pour se procurer les choses nécessaires à leur existence, déterminent la forme de l'organisation sociale ». Il en déduit qu'en fonction des « modes de produire », on passe d'un mode d'organisation sociale à un autre, chaque type de société étant supérieur au précédent. Pour lui, la politique et l'Etat ne sont ainsi que des superstructures, ou de simples appendices de la base économique, modelés par elle, et qui ne peuvent infléchir son mouvement. Il en découle que dans la société industrielle marchande, *l'Etat est appelé à dépérir*, c'est-à-dire à abaisser sa tutelle sur l'économie, pour être en accord avec la base, le libre jeu des initiatives privées. Les socialistes sont critiqués parce qu'ils s'opposent à cette tendance et veulent à renforcer le pouvoir politique et l'Etat pour juguler le libre jeu des forces de l'économie.

NOTES

(1) La démonstration repose sur la mise en évidence du bénéfice que le consommateur retire du commerce par l'import-export, sans même qu'on ait à se préoccuper de la production. Ainsi, si l'on exporte des produits d'une valeur de 10, sur lesquels, dans un pays étranger, on fait un bénéfice de 5, avec cette valeur de 15, on achète un produit que l'on importe en France, où on le revend 20. Il y a ainsi profit de 10 pour le consommateur, le négociant et la nation.

VII — La critique des fondements de l'économie capitaliste. Simonde de Sismondi (1773-1842) (1)

En 1803, l'année où Say publie son *Traité d'économie politique*, Sismondi publie un premier ouvrage général consacré à l'économie : *La richesse commerciale*, qui traite en fait de la *production des richesses dans le régime marchand capitaliste*. Sismondi est alors en accord presque total avec la théorie d'Adam Smith telle qu'elle est exposée dans *La richesse des nations* (1776). Il s'appuie aussi sur des études personnelles sur la production agricole, industrielle, sur les pratiques de commerce, ayant lui-même pratiqué et analysé ces diverses activités, étant tour à tour employé dans une chambre de commerce, gérant d'une propriété agricole en Toscane, imprimeur à Lyon. Il sera par la suite professeur de philosophie.

En 1816, une grande crise économique affecte l'Europe et Sismondi, après avoir effectué des recherches sur l'histoire, la littérature, s'intéresse de nouveau à l'économie. Comme il l'indique, les « convulsions de la richesse » l'ont conduit à « revoir ses raisonnements ».

En 1819, Marx a un an, il publie ses *Nouveaux principes d'économie politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population* (de fait, il traite du rapport entre l'économie politique et les classes sociales. Dans cet ouvrage, il met en doute l'existence d'une relation harmonieuse entre développement de l'économie marchande et recherche du bien commun. Son ouvrage est moins bien accueilli par le courant des libéraux que ne l'était le précédent. On tend à le placer hors des sentiers de la « science », son influence diminue pour ce qui touche à la science économique, sauf auprès des courants socialistes.

Marx s'intéressera aux travaux de Sismondi. Dans le *Manifeste communiste*, rédigé en 1847, pour partie avec Engels, il le présente comme chef de file d'un « socialisme petit-bourgeois », critiquant le régime bourgeois et prenant parti pour les ouvriers. Cette caractérisation petite-bourgeoise ne nous apprend pas grand chose sur la théorie de Sismondi. La suite de la citation éclaire sans doute mieux sur le contenu de l'œuvre :

« Ce socialisme *analyse* avec beaucoup de sagacité les contradictions inhérentes au régime de la production moderne. Il mit à nu les hypocrites apologues des économistes. Il *démontra* d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la fatale décadence des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses, la guerre d'extermination industrielle des nations entre elles etc. »

Tout cela n'est pas rien. D'autant que Marx parle *d'analyse* et de *démonstration*, non de simple protestation morale. La suite est moins élogieuse. Elle concerne l'approche « petite bourgeoise ». Le socialisme petit bourgeois, viserait, selon Marx et/ou Engels, à « rétablir les anciens moyens de production et d'échange » ou les « faire entrer dans le cadre étroit de l'ancien régime de propriété ». Bien que certains aspects de l'œuvre de Sismondi puissent sembler aller dans ce sens, son propos essentiel n'est pas là. Il vise principalement à analyser les effets anarchiques des « lois » et « principes » qui règlent le mode de production capitaliste. Et, pas plus qu'Adam Smith, il n'est un théoricien de l'organisation sociale d'Ancien Régime.

Comme l'indiquera plus tard Rosa Luxembourgeois : « Lui, le critique social, témoigne de bien plus de compréhension pour les catégories de l'économie bourgeoise que les avocats passionnés de celle-ci » (du type de Say). Elle poursuit, établissant un parallèle entre Marx et Sismondi : « de même Marx devait faire preuve d'une clairvoyance beaucoup plus aiguë et jusque dans les détails, que tous les économistes bourgeois à l'égard de la *différence spécifique du mécanisme économique capitaliste*. »

En fait, lorsque Marx n'est pas dans le registre de la polémique contre des courants socialistes inconséquents, il situe, au plan théorique, Sismondi comme le « dernier représentant de l'économie politique classique » française (scientifique et non apologétique), établissant le parallèle entre un Sismondi pour la France et un Ricardo pour l'Angleterre. Dans une lettre, il présente Sismondi comme « une source pour la théorie de la marchandise ». Dans *le Capital*, si l'on excepte une note, critique,

Marx se réfère à Sismondi pour appuyer ou illustrer ses propres propos. Il envisageait dans ses textes sur les *Théories sur la plus-value*, de consacrer un chapitre critique spécial aux analyses de Sismondi, sur la concurrence et le crédit, chapitre qu'il n'a jamais rédigé. Il lui consacre cependant un passage, une fois de plus plutôt élogieux :

« Sismondi a [la conviction] intime que la production capitaliste est en contradiction avec elle-même ; que par ses formes et ses conditions elle pousse au développement effréné de la force productive et de la richesse [...] ; que les contradictions entre valeur d'usage et valeur d'échange, marchandise et argent, achat et vente, production et consommation, capital et travail salarié, etc., ne font que s'accroître à mesure que la force productive se développe. Il [perçoit] notamment la contradiction fondamentale : d'une part le développement effréné de la force productive et l'accroissement de la richesse qui, formée de marchandises, doit être transformée en argent, d'autre part comme fondement, la limitation de la masse des producteurs aux subsistances nécessaires. C'est pourquoi les crises ne sont pas pour lui, comme pour Ricardo, de simples accidents, mais des explosions essentielles, des contradictions immanentes se produisant sur une grande échelle et à des périodes déterminées. »

Cependant, poursuit Marx, pour pallier à cet état de fait, Sismondi « hésite constamment : faut-il que l'Etat entrave les forces productives afin de les rendre adéquates aux conditions de production ? Ou faut-il que l'Etat entrave les conditions de production afin de les rendre adéquate aux forces productives. »

En réalité, Sismondi n'hésite pas vraiment. Il pose que le mode capitaliste de production ne pourrait éviter les grandes crises destructrices, que si l'on pouvait trouver (ou imposer) une certaine proportionnalité entre différents facteurs contradictoires. Mais il n'ignore pas que dans les conditions « de l'organisation actuelle », cela n'est pas vraiment possible. Il précise : « c'est précisément sur *cette* organisation sociale que porte notre objection. »

Marx, sans doute n'a pas connaissance de cette remarque lorsqu'il indique dans *Misère de la philosophie* :

« Tous ceux qui, comme Sismondi, veulent retourner à la juste proportion de la production, *tout en voulant* maintenir les bases actuelles de la société, sont réactionnaires. »

Si Sismondi porte objection au mode d'organisation capitaliste, et n'est donc pas réactionnaire à cet égard, il reconnaît qu'il ne parvient pas à concevoir une autre forme d'organisation sociale qui résoudrait toutes les contradictions. Il estime qu'il est déjà assez difficile d'analyser l'organisation actuelle (capitaliste) de la société, tâche que Marx achèvera de mener à bien, sans pouvoir (lui non plus) aborder pleinement la question de l'organisation nouvelle.

Sismondi : « Ce qui reste à faire est une question d'une difficulté infinie [...]. Nous voudrions pouvoir convaincre les économistes [...] que leur science suit désormais une fausse route. Mais nous n'avons pas assez de confiance en nous pour indiquer quelle serait la véritable [voie à suivre] ; c'est un des plus grands efforts que nous puissions obtenir de notre esprit que de concevoir l'organisation actuelle de la société », chercher comme il l'indique ailleurs « le vice fondamental de cette organisation ». « Quel serait l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de mal à voir le présent. »

Dans une lettre, il va jusqu'à indiquer qu'il faut d'abord ne pas détourner du vrai débat, la recherche de la cause des désordres, et qu'il faut sans doute « achever de démolir avant de songer à reconstruire ».

L'objet de l'économie politique selon Sismondi

L'objet de l'économie politique ne se confond pas pour Sismondi avec la science des lois du capitalisme. Il se réfère à la qualification classique de l'économie politique, valable pour différents modes de production : une science centrée sur la facette économique de l'organisation d'une Cité ou d'une Nation. C'est donc une sous partie de la politique ou science du gouvernement. Dans cette science, il distingue deux branches, « la haute politique » et « l'économie politique », qui visent un même but : avantage commun, élévation de tous. La haute politique concerne la question des constitutions politiques qui permettent cette élévation générale (et non d'une seule classe d'hommes), le développement des besoins moraux des hommes (civilisation). Quant à l'économie politique, elle

concerne l'administration de la richesse nationale, et la satisfaction des besoins physiques de l'homme par le développement de la richesse, et la capacité de pourvoir aux besoins du public.

Dans les nations civilisées, celles où le gouvernement a un rôle à jouer, l'objectif qui doit être visé est le bonheur des hommes réunis en société, ce qui implique, non pas des jouissances pleinement égales, mais une participation équitable de toutes les classes au bien être, à l'aisance. Selon lui, une nation n'est pas civilisée, mais asservie, si l'élévation des uns correspond à la dégradation des autres. Il établit que par ses contradictions *l'économie capitaliste, développe cette opposition*, notamment en raison de la *séparation entre les deux facteurs de la production* : la propriété des moyens de production aux riches, et le travail qui les met en œuvre, que fournissent les pauvres.

L'économie politique, ou administration de la richesse nationale, nécessite de bien connaître les lois de l'économie, c'est-à-dire de la science spécifique du développement de la richesse, les relations entre ses différents moments (production, circulation, reproduction, mais aussi travail, capital, monnaie, impôt, crédit, dette publique, etc.)

En fonction de cette conception, Sismondi analyse les diverses conceptions de l'économie qui se sont succédé depuis le XVII^e siècle, notamment ce qu'il nomme le système mercantile et celui des Physiocrates (qu'il nomme « système agricole ou des économistes »).

Dans le système mercantile, il distingue deux variantes : le système des ministres (type Colbert) et celui des marchands. Les deux sous-systèmes se sont construits en interdépendance, mais ils peuvent avoir eu des visées et des pratiques distinctes. D'un côté (celui des ministres), ce qui est visé est le bien public de la nation, le rétablissement des finances, la recherche des vraies sources de la prospérité nationale, la mise en œuvre de grands travaux, la facilitation du développement de l'activité industrielle. De l'autre côté, le système a été inventé « par des marchands plus que par des citoyens » qui visaient pouvaient viser le développement de fortunes particulières, indépendamment du bien de l'Etat. Mais comme les marchands détenaient une capacité de capital supérieure à celle des propriétaires fonciers et des manufacturiers, ils ont pu mettre en œuvre de grandes forces de production, ce qui a été bénéfique pour la nation. Le problème est qu'ils ont posé le commerce comme étant la source essentielle de la richesse, et ont travaillé à ce que l'Etat joue un rôle de protection de leur richesse marchande, qu'ils assimilaient au profit de la nation (2). Néanmoins la conjugaison des deux principes a contribué au développement de la richesse.

Sismondi analyse aussi le système des Physiocrates. Il tend à approuver leur critique les aspects négatifs du système précédent, établissant que la richesse effective n'est pas équivalente à l'abondance monétaire. Toutefois le fondement de la critique du mercantilisme par les Physiocrates tient aussi au fait qu'ils s'insurgent contre l'interventionnisme et le protectionnisme de l'Etat, et contre ses réglementations, réclamant le libre jeu des intérêts personnels, comme le meilleur guide pour assurer le bien de tous. Ce que Sismondi réprovoque. Il se trouve davantage en accord avec la théorie d'Adam Smith, qui selon lui, dépasse les deux systèmes précédents, bien qu'ayant pour défaut de poser lui aussi que le libre exercice des intérêts individuels aboutit spontanément au bien commun.

Les jugements que Sismondi porte sur les différentes écoles sont centrés sur la contradiction qui se développe entre finalité de l'économie politique, le développement de la richesse commune, et, la forme marchande de développement de cette richesse, centrée sur les intérêts particuliers, telle qu'elle accroît la richesse des riches, sur la base du dépouillement des pauvres, source ultime de cette richesse.

La richesse de la société de production marchande et le cycle de sa circulation

On va se centrer sur la critique que Sismondi fait de la Loi des débouchés de Say. Cette critique repose sur une analyse de l'ensemble du procès de circulation de la richesse (3), ainsi que son fondement dans la production et le travail productif.

Selon Michel Lutfalla, la conception sismondienne du mouvement circulaire de la richesse est un maillon [théorique] fondamental entre le Tableau de Quesnay et les schémas marxistes de la reproduction. Sismondi indique :

« La richesse nationale dans sa progression suit un mouvement circulaire, chaque effet devient cause à son tour, chaque pas est réglé sur celui qui le précède et le dernier ramène le premier dans le même ordre. »

Dans sa critique de la Loi des débouchés de Say, qui pose l'impossibilité des crises générales de surproduction, Sismondi prend appui sur son schéma de la circulation de la richesse dans la société

capitaliste. Mais il cherche à démontrer que les erreurs de Say sont à mettre en relation avec sa conception erronée de la valeur. On va donc partir de l'analyse de Sismondi sur cette question.

Forme prise par le travail productif dans la production marchande

Valeur, Plus-value, Opposition Capital / travail

On a vu que pour Say, la valeur des marchandises dépendait de l'utilité, ou du désir d'utilité chez les consommateurs, et non d'une quantité déterminée de travail. Pour Sismondi le travail produit à la fois des choses utiles et des valeurs d'échange. Si la production de choses utiles par le travail ne présente aucun mystère, l'utilité ne peut permettre d'apprécier la valeur d'échange sociale entre choses utiles. En devenant sociale, la valeur devient pour chaque individu abstraite :

« La valeur s'est détachée de l'objet consommé et semble une quantité métaphysique que l'un dépense et l'autre échange ».

Pour faire comprendre ce mystère, il va, dans un premier temps, s'intéresser au travail en se centrant sur son seul rôle de producteur de choses utiles (indépendamment de la forme que prend le travail dans la production marchande).

— Pour saisir ce que la forme marchande modifie par rapport à la production des richesses en général, Sismondi use dans ce but, d'une fiction théorique, celle de l'homme isolé, une robinsonnade dirait Marx. Mais cette robinsonnade n'a pas ici pour but de faire croire que le régime capitaliste n'est qu'un développement de l'univers de Robinson Crusoë. Sismondi au contraire use de ce contre exemple pour essayer d'expliquer pourquoi le libre déploiement de la production marchande capitaliste, tend à se développer de façon désordonnée, anarchique.

La fiction de l'homme isolé rend plus clair le problème. En effet, la succession des échanges dans le régime capitaliste, en déplaçant sans cesse la richesse, en en changeant sans cesse la forme), ont fait, ici encore, d'un objet positif (la richesse en général) « un objet métaphysique ».

Sismondi veut montrer que si des richesses utiles peuvent exister sans échange, elles ne peuvent pour la plupart exister sans la mise en œuvre d'un travail humain.

— Pour l'homme isolé, le but de son travail est toujours présent à son esprit, il veut satisfaire ses besoins. Il existe ainsi un lien visible direct (sans détour) entre ses besoins et le travail fait pour les satisfaire. La richesse se présente dans sa réalité matérielle utile, sans signe d'échange (argent). De la sorte, il n'y a pas d'écart entre le but que l'on fixe à la production et sa consommation, qu'il s'agisse d'une consommation immédiate, ou que l'on en réserve une partie, pour une consommation ultérieure, pour pouvoir reproduire les conditions de la production, dépasser les besoins immédiats de subsistance.

Le travail, base de la production de la richesse, est immédiatement destiné à une consommation ou à servir à une nouvelle production.

— Sismondi envisage ensuite la formation de la richesse de la société quand on est entré dans un cycle de production et d'échange social marchand.

« Dès que les hommes ne suppléent plus chacun à leurs propres besoins et font dépendre leur consommation des échanges et du commerce, ils doivent s'attacher à la valeur échangeable, à la quantité de travail ».

Pour le producteur, le but de la production se perd. Le travailleur ne peut plus suivre son travail jusqu'au bout, jusqu'au moment où ses fruits seront consommés. Il lui est plus difficile que l'homme isolé, de juger du besoin auquel le fruit du travail doit pourvoir. On laisse à la société le soin de trouver l'emploi de la marchandise produite. Le but de la production change. La production ne peut plus se faire directement en vue de besoins utiles, qu'on ne peut connaître directement, mais en vue de la valeur échangeable qu'on peut en tirer.

— Au début, l'échange est occasionnel et se borne à une forme de troc entre biens utiles, sans entrer dans le système d'ensemble du marché. Lorsque il y a, pour un individu, production surabondante d'un objet utile (par rapport à ses besoins), un échange peut être produit, *sur la base de la peine et du temps qu'a coûté la production de l'objet*, comparé pour l'échangeur à la peine et au temps qu'il aurait consacré pour le produire. Cet échange [de temps de travail équivalents] n'altère pas la nature des richesses, ce sont toujours des choses créées par le travail. Le lien entre production et sa destination, une consommation, n'est pas modifié, même s'il y a une suite d'échanges.

— L'introduction générale du commerce, de même que l'entrée du travail dans le cycle de l'échange marchand, ne modifient pas la source essentielle de la richesse, le travail, mais elles altèrent son mode

de progression. D'une part la finalité donnée à l'économie est modifiée. *On produit non directement pour l'utilité, mais pour l'échange marchand*. D'autre part, les pouvoirs productifs du travail vont être développés à une échelle très large, la division du travail, puis le machinisme augmentent la productivité du travail et donc la *nécessité d'échanger sur le marché des quantités plus importantes*. Le problème se pose alors du rapport entre développement de la production des marchandises, et développement des revenus disponibles pour de la consommation.

Le problème n'est pas aussi simple que dans l'équation de Say : les Produits s'échangent contre des Produits

— En effet, au cours de ce processus, *l'échange s'est étendu au travail* et des difficultés vont en résulter. L'entrée du travail dans l'échange devient la base de l'organisation sociale [capitaliste]. La richesse repose sur la séparation de toute espèce de propriété d'avec toute espèce de travail, ce qui conduit au développement d'une opposition entre la classe des « propriétaires du travail accumulé » et la « classe d'hommes qui n'ont que leur force vitale » et offrent leur puissance de travail aux propriétaires, contre des offres de subsistances (salaire) (4).

La richesse (en tant que capital) acquiert la propriété de se reproduire par le travail d'autrui. Le travail est employé par le capital pour qu'il donne un produit de plus grande valeur que ce qui est rétrocédé au travailleur.

« Par son travail journalier, l'ouvrier produit plus que sa dépense journalière », et c'est « le propriétaire de terres ou le capitaliste [qui] prélève la part la plus importante des fruits de son travail », ce qui se réalise dans un « surplus de produits », ou de valeur, une « *mieux-value* ». Le capital profite seul des pouvoirs productifs du travail, de sa « puissance multipliante ».

En fonction de cette répartition des fruits du travail, la question se pose des revenus disponibles des différentes classes pour absorber les différentes catégories de marchandises.

Rapports entre production, revenus, consommation des marchandises

La consommation dans le capitalisme n'est pas pour Sismondi une puissance sans bornes.

Pour que tout fonctionne de façon ordonnée et permette à l'ensemble du cycle (production, distribution, consommation) de reproduire les conditions de la production, il faudrait que la consommation puisse absorber l'ensemble de la production.

« Le revenu national doit régler la dépense nationale, celle-ci doit absorber dans le fonds de consommation la totalité de la production, la consommation absolue détermine une reproduction égale ou supérieure, et de la reproduction naît un nouveau revenu. »

Ce mécanisme se règle dans la société marchande par le commerce, et selon Sismondi, *le commerce, l'échange marchand, rend plus difficile à maîtriser le rapport entre production et consommation*, la capacité de vendre ou réaliser la valeur des marchandises produites. Il précise que le marché extérieur ne permet pas de mieux maîtriser ce rapport. Du point de vue théorique, le raisonnement se retrouverait le même si l'on considérait le genre humain formant « un seul marché ».

Sur la question de l'ajustement entre production et consommation dans l'ensemble d'une nation, il distingue deux problèmes, l'un est mineur, l'autre majeur.

— Le problème mineur, on l'a vu, a trait à la difficulté, au moment où l'on produit, de connaître la demande finale globale et celle des différentes sortes de marchandises. Ce problème toutefois peut sembler pouvoir se résoudre par des « études de marché », et en substituant une production à une autre, comme l'indique J. B. Say. Sismondi réplique qu'on fait ainsi « abstraction du temps et de l'espace, comme le faisaient les métaphysiciens allemands, [...] en faisant abstraction de tous les obstacles qui peuvent arrêter cette consommation ».

— Ce qui est vrai pour le problème mineur est vrai aussi pour le problème majeur, qui touche à la possibilité pour les différentes classes de consommateurs de toujours pouvoir acheter la totalité de la production. En effet, le niveau auquel se reproduisent globalement les richesses, indique Sismondi, dépend aussi de la façon dont elles se distribuent entre les classes. La capacité solvable de consommer n'est pas la même selon les classes d'hommes. La production doit trouver son débouché et sa mesure dans les revenus que les différentes classes peuvent consacrer à la consommation, les différents revenus étant déterminés par la place que ces classes occupent au regard de la production [mais aussi en raison de la variation des conjonctures économiques].

La distribution des parts de la richesse produite par le travail donne l'essentiel au capital, et le minimum de subsistance au travail. Il peut y avoir des hiatus entre les marchandises produites et les capacités de consommation.

— Pour que le cycle se reproduise sans à coups, par une reproduction égale ou supérieure, il faudrait que la production de tous puisse être [en toutes circonstances] consommée par tous. Cela n'est pas théoriquement impossible, mais se heurte au mode concret (anarchique) du développement de la production capitaliste.

La capacité de consommer et sa relation avec les différents types de revenus

Sismondi considère la place faite aux différentes classes, au regard des revenus dont elles peuvent disposer pour consommer. L'opposition sociale entre classes a des incidences sur les différentes catégories de revenus, et donc sur la capacité des différentes classes de consommer les marchandises produites.

La distinction entre le travail et le capital devenant la base du développement de la richesse, l'opposition, on l'a vu, se développe entre ceux qui travaillent et produisent, et ceux qui les font travailler. Les travailleurs sont soumis au capital et dépendent de lui pour leur revenu (salaire) qu'ils cherchent à échanger contre leur puissance de travail. Quand ils parviennent à trouver à vendre leur force de travail, leur revenu ne représente que l'équivalent de ce qui est nécessaire à assurer l'entretien de leur vie et de leur puissance de travailler.

Sismondi distingue sur cette base trois catégories de revenus.

+ *Le revenu de la terre* (ou rente foncière) (5). Ce revenu peut être consommé (pour acheter des marchandises), sans qu'il soit nécessaire d'en conserver une partie pour la reproduction des conditions de production.

+ *Le revenu du capital* représente la valeur dont la production achevée surpasse les avances faites : salaires, matières premières, amortissement du capital fixe. Ce que Sismondi peut nommer profit. Le profit retiré peut être divisé en deux parties : une partie doit retourner pour la reproduction de la production (égale ou supérieure), une partie peut être dépensée pour consommer, mais sans détourner la partie du capital nécessaire à la reproduction (et donc à salarier un nouveau travail). Si le riche (le capital) consacrait tout le profit à sa consommation, la production ne pourrait être continuée, et pour les ouvriers, il n'y aurait plus de revenu (de salaire) puisque le capital ne ferait plus agir leur puissance de travail dans une nouvelle production.

Il faut qu'une partie du profit tiré du travail ne soit pas consommée, pour pouvoir être échangée contre une richesse future que le travail pourra produire.

+ *Le revenu de l'ouvrier* est le salaire, qui ne représente pas la quantité totale du produit du travail, mais seulement ce qui est nécessaire à la reproduction de la puissance de travail. Il est entièrement consommé pour reproduire la vie et la puissance de travail.

En outre, obtenir un revenu pour les ouvriers n'est qu'une potentialité. Pour que leur puissance de travail produise un revenu, un salaire, elle doit trouver à se "réaliser" (c'est-à-dire être "achetée" pour faire fructifier le capital). En période de crise, de chômage, cette catégorie de revenu peut donc faire défaut pour la consommation des marchandises (et la réalisation de la valeur — dont la plus value — qui y est incorporée).

Les différents secteurs de la production

L'équilibre entre la production et la consommation ne se réalise pas magiquement, comme dans le modèle de Say. Certes, les trois catégories de revenus "marchent" à la consommation en vue de satisfaire des besoins, mais une part inégale peut y être consacrée selon que l'on est riche ou pauvre, les hommes étant contraints de proportionner leur consommation à leur revenu. Ce ne sont pas les mêmes hommes qui travaillent et ceux qui peuvent développer toutes leurs jouissances en consommant les richesses. Les besoins solvables de ceux qui travaillent sont limités de sorte qu'il peut manquer des acheteurs pour les différentes catégories de marchandises produites.

Les différentes catégories de revenus ne servent pas en effet à consommer (acheter) les mêmes marchandises. Plusieurs secteurs de production de marchandises correspondent à la consommation de différentes classes. Sismondi évoque explicitement deux grandes catégories : les marchandises

nécessaires à l'entretien de la vie, les marchandises de luxe, ces deux catégories sont consommées de façon improductive (ne retournent pas à la production).

Une autre catégorie est présente dans l'analyse de Sismondi, le secteur des marchandises destiné à une *consommation reproductrice*, pour la reproduction des conditions de production (égale ou supérieure) : capital fixe et son amortissement (bâtiments machines), mais aussi matières premières, mais ce secteur n'est pas intégré de façon explicite dans une relation avec son analyse du rapport production/consommation en fonction des différentes catégories de revenus.]

— Le revenu tiré des salaires est consacré tout entier à la consommation des *marchandises nécessaires à la reproduction de la puissance de travail*. Compte tenu de la limitation de cette catégorie de revenu, ce secteur de production n'est pas extensible à l'infini. De plus, dès qu'il y a chômage, la masse globale de ce revenu diminue.

— Le *secteur des produits de luxe*, destiné aux riches, ne connaît pas la même limitation, il a une certaine élasticité (à proportion du pourcentage de "riches" dans la société).

Toutefois, on l'a dit, si le revenu tiré du profit du capital est tout entier consacré à la consommation, il ne reste plus rien pour maintenir les conditions d'une reproduction simple ou élargie de la production. Et donc plus rien pour employer à nouveau le travail.

Inversement si la production des marchandises de luxe n'est pas suffisamment achetée, la valeur contenue dans ces marchandises ne se réalise pas, et le capital qui s'est investi dans ce secteur ne peut reproduire les conditions de la production.

Pour résumer le dilemme : si le capitaliste entame ses capitaux pour trop consommer, il détruit ses moyens de reproduction, mais aussi sa consommation future. Mais s'il ne trouve pas sur le marché de consommateurs pour ses produits, la reproduction est aussi arrêtée.

Les crises de surproduction

Il ne suffit pas, on le voit, d'un coup de baguette magique pour que les différentes productions s'ajustent aux différentes consommations. Les fonds des différents revenus n'évoluent pas au même rythme, en relation avec les différents secteurs et branches (sans compter les variations conjoncturelles liées au mouvement des capitaux). Chacun des différents rapports entre production et consommation, capital et travail, revenus disponibles et marchandises, peut être troublé, isolément ou globalement. Ce qui ouvre la voie à la possibilité de crises de surproduction, segmentaires (6) ou générales. Il n'y a plus d'acheteurs, le marché est engorgé, le capital chôme, les ouvriers doivent chômer aussi. Alors, « la nation se ruine au sein de l'abondance ».

Cette possibilité se réalise dans les conditions de la production capitaliste, en relation avec le développement contradictoire de divers facteurs. D'abord, on l'a vu, sur la base de la contradiction dans la répartition des fruits du travail. Mais aussi, pourrait-on dire, en raison de la finalité poursuivie par ce mode de production, qui ne vise pas directement la satisfaction des besoins humains. Le but que Sismondi assigne à l'économie politique n'est pas celui que poursuit la production capitaliste, subordonnée aux besoins d'extension du capital, sa fructification par le travail. Comme l'indique encore Sismondi, les crises de surproduction ne seraient évitables que si « la consommation d'une nation » était *proportionnée* au développement de « la prospérité d'une nation », ou si la consommation du monde était proportionnée au développement de la prospérité universelle.

Mais si le capital, les capitalistes, veulent produire, c'est pour réaliser plus de profit tiré de l'usage du travail.

Et comme, dans ce régime « chacun n'observe que son intérêt particulier, la production est poussée dans toutes les branches [l'intérêt] de chacun lui paraît être de produire toujours davantage et en donnant le moins possible au salaire ». Chaque capital entre en concurrence avec d'autres capitaux. Cette concurrence suscite un « zèle aveugle », et, pour gagner contre les concurrents, chacun se trouve dans la nécessité de se mettre au niveau des « combinaisons productives les plus récentes » (perfectionnement des machines, progrès technique), afin de produire à moindre coût. *L'échelle de la production se développe de façon démesurée* par rapport aux possibilités de la consommation.

Chaque producteur, n'a aucun autre moyen d'étendre ses débouchés que dans la lutte contre ses concurrents. Il leur dispute une quantité donnée de revenu, c'est-à-dire de part de marché, ou consommation (solvable), nécessaire au renouvellement de son capital. Plus il réussit à en garder, moins il en reste pour les autres. Ces processus conduisent à *l'éviction de concurrents et d'une partie*

de la classe travailleuse. Comme celle-ci ne parvient plus à réaliser sa puissance de travail, c'est-à-dire la vendre, elle est rejetée hors du travail, ce qui entraîne sa paupérisation, et en conséquence la baisse des revenus disponibles pour la consommation des marchandises produites. Le marché se resserre, la crise d'engorgement s'aggrave. On entre dans une spirale, où à un excès succède la perte de travail.

Le phénomène du *crédit*, aussi bien à la consommation, que pour la production, dans la mesure où il n'est pas gagé sur des revenus ou profits futurs, aggrave le phénomène, en retardant son apparition, tout en décuplant sa force explosive.

La recherche de débouchés sur le marché mondial ne résout pas le problème. Ce marché est lui aussi borné, en proie à la même lutte, qui prend alors un caractère universel. Chaque producteur marchand a en vue l'univers qu'il ne peut connaître et cet univers se resserre toujours plus devant lui.

Développement proportionnel et idée de planification de la production

Sismondi ne pense pas que le progrès de la production (et même du machinisme) aillent nécessairement dans le sens de « la ruine au sein de l'abondance ». Mais, il constate que compte tenu du mode d'organisation capitaliste, il ne peut en être qu'ainsi. Toutefois, il n'exclut pas que le cercle de la production puisse s'étendre en spirale, à condition que des proportions soient respectées entre les différentes productions et consommations (improductives et reproductives), qu'il y ait une croissance régulière et proportionnée.

« La richesse nationale continue de s'accroître, et l'Etat à prospérer, si une consommation prompte et entière détermine toujours une reproduction supérieure, et si les autres parties de la richesse qui sont en rapport les unes avec les autres, suivent de mouvement d'un pas égal, et continuent de s'accroître d'une manière graduelle : mais dès que la proportion entre elles est rompue, l'Etat dépérit. »

« Ainsi, dans l'économie politique, tout s'enchaîne, et l'on tourne constamment dans un cercle, parce que l'effet devient cause à son tour. Cependant tout y est progressif, pourvu que chaque mouvement y soit proportionné avec les autres ; mais tout s'arrête, tout rétrograde dès qu'un seul des mouvements qui devaient se combiner est désordonné. »

Il lui semble que la production anarchique, désordonnée, ne peut permettre de maintenir ce mouvement proportionné. Il faudrait, indique-t-il, une organisation nationale « où le travail soit toujours employé » :

« Le bonheur national tient la demande de travail, mais une demande régulière et perpétuelle. »

Il suggère qu'il faudrait pour cela réunir ce qui a été séparé : la propriété des moyens de travail et ceux qui les mettent en œuvre, les travailleurs. Mais se déclare incapable d'imaginer une forme de propriété, tournée vers l'avenir et non vers le passé, qui permettrait une telle réunion.

Dans l'immédiat, sans viser une transformation d'ensemble du régime capitaliste, Sismondi incite à ne plus compter sur « les illusions du marché extérieur » et plutôt de « proportionner les productions de son peuple avec les besoins de son peuple », ce qui limiterait l'anarchie.

NOTES

(1) Simonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique, ou, de la Richesse dans ses rapports avec la population*, Delaunay, Paris, 1819. Voir aussi Michel Lutfalla, « Sismondi – Critique de la loi des débouchés », *Revue économique*, vol. 18, n° 4, 1967 et Rosa Luxembourg, « La théorie de la reproduction d'après Sismondi », in *L'accumulation du Capital*, (1913), tome I, réédition, François Maspero, 1967.

(2) Sismondi revient sur l'importance accordée par le système mercantile aux métaux précieux et pose, que, face à l'alternative, mines ou commerce, la France du commerce a permis de tirer le processus de production de la richesse. Vendre plus et des produits manufacturés à valeur ajoutée, permettait une balance de compte positive, qui pouvait être soldée en argent. La politique, en favorisant le commerce d'exportation et l'enrégimentement de l'industrie nationale, encourageant des manufactures, protégeant les matières premières, a permis le développement de la richesse, dont l'argent était le signe.

(3) On ne prend pas en compte dans cet exposé la partie importante que Sismondi consacre à la richesse agricole dans le cycle général production, distribution, reproduction.

(4) S'agissant de l'opposition entre classes, et de ses effets sur l'organisation sociale d'ensemble, Sismondi précise qu'elle n'est pas « un effet de la nature », ou de lois naturelles, mais « de l'organisation que nous avons donnée à la société humaine ».

(5) Indépendamment du travail et des moyens de travail qui y sont investis

(6) Pour les crises segmentaires, si l'on imagine pouvoir substituer la production de l'une par la production d'une autre, il faut bien voir que si la production de la première est multipliée par 4, tandis que la demande de cette production n'est multipliée que par 2, la branche qui s'y substitue doit avoir une production qui se multiplie par 2 et sa possibilité de consommation par 4. De plus le problème d'adaptation du capital fixe comme des qualifications du travail ne peuvent se réaliser de façon immédiate.